

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 13874 - 6 F

DIMANCHE 31 DÉCEMBRE 1989 - LUNDI 1^{er} JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Vent de réformes sur les pays d'Europe de l'Est

Un nouveau « marché commun » ?

LE COMECON, l'organisation économique qui regroupe - outre Cuba, le Vietnam et la Mongolie - l'ensemble des pays de l'Est membres du pacte de Varsovie, a finalement été convoqué pour le 9 janvier prochain à Sofia... après beaucoup d'hésitations. Plusieurs fois repoussée, en raison des événements qui ont secoué le bloc communiste, la réunion n'aura cependant plus grand-chose à voir avec les traditionnelles grandes messes annuelles de l'organisation.

Et pour cause : parmi les dix délégations qui se réuniront à Sofia, on comptera plusieurs représentants des gouvernements non communistes. L'ancien dissident Vaclav Havel, tout nouveau président tchécoslovaque, pourrait même y côtoyer les derniers gardiens du dogme. Une belle revanche pour cet « intellectuel bourgeois », en prison il y a quelques mois encore...

EN filigrane des débats, qui devraient être moins formels que par le passé, la question de la cohésion même du Comecon va se trouver clairement posée. Une fois disparu le principe fédérateur - l'appartenance au système communiste et la division du travail entre pays socialistes - comment trouver une solidarité de rechange ? Leurs seuls points communs se résument-ils à quarante ans d'histoire souvent douloureuse, à une situation géographique à l'est de l'Elbe et à l'appartenance à une alliance militaire ? La réponse n'est pas évidente. Les liens économiques noués au cours de ces dernières décennies n'ont pas permis aux membres du COMECON de surmonter les handicaps imposés par des systèmes bureaucratiques et de créer une organisation véritablement concurrente de la CEE.

Comme la plupart de ses partenaires, l'Union soviétique prend acte de cet échec et souhaite maintenant développer ses relations commerciales avec l'Ouest. Mais elle réalise encore près de 80 % de ses échanges à l'intérieur du COMECON, et n'entend pas renoncer à ce « marché commun » de l'Est.

CEPENDANT, comme ses partenaires, elle veut améliorer les mécanismes de coopération. Le premier ministre soviétique s'est ainsi prononcé le 15 décembre dernier devant le Congrès du peuple à Moscou en faveur de profondes réformes du COMECON, avançant des suggestions à forte teneur libérale. M. Nicolai Rikhov suggère que les échanges entre pays membres s'effectuent désormais en devises convertibles et aux prix mondiaux.

Sera-ce suffisant pour convaincre les pays d'Europe centrale et orientale, avant tout attirés par l'Ouest ? Pour les Tchécoslovaques, les Roumains, les Polonais comme pour les Allemands de l'Est, les Bulgares et les Hongrois, le COMECON reste encore le symbole d'une domination économique imposée par l'URSS. Il leur faut maintenant le transformer en véritable espace de développement.

M 0146 - 101 0 - 6,00 F



3 790146 000000 01010

En Bulgarie, la minorité turque retrouve ses droits
En Tchécoslovaquie, M. Havel proclame une amnistie générale
En Pologne, les références au socialisme ont été rayées de la Constitution
En Roumanie, les nouveaux dirigeants veulent un pouvoir fort

Les pays de l'Europe poursuivent pas à pas la mise en place des réformes. Avec les amendements constitutionnels votés vendredi 29 décembre par le Parlement de Varsovie, la Pologne n'est plus une République populaire, et le rôle dirigeant du Parti communiste (POUP) est aboli.

Une semaine après le renversement de Nicolas Ceausescu, les membres du Conseil du Front de salut national (CFSN), s'estimant toujours menacés, circulent à bord de véhicules blindés ; le calme est revenu, mais des échanges de coups de feu intermittents ont encore été entendus, vendredi 29 décembre, à Bucarest, et le général Nicolae Militaru, nouveau ministre de la Défense, a lancé un appel aux derniers fidèles de Ceausescu pour qu'ils se rendent.

Lors d'une conférence de presse, vendredi, M. Cazimir

Ionescu, vice-président du CFSN, a déclaré que la Sécurité restait toujours menaçante, même s'il a exclu un coup de force de sa part. « Ce n'est pas le nombre [des membres de la Securitate] qui importe, mais la qualité de leur entraînement et de leurs armes », a déclaré M. Ionescu. Des milliers d'hommes, selon lui, auraient été arrêtés, mais des centaines d'autres courent encore : un millier environ auraient déposé les armes avant l'ultimatum de jeudi. Un autre membre du

En Bulgarie, les autorités ont décidé de rendre aux musulmans leurs noms traditionnels et de mettre fin à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque.

A Prague, le nouveau président de la République, M. Vaclav Havel, devait proclamer une

amnistie générale le lundi 1^{er} janvier et se rendre le lendemain en RDA et en RFA.

En Roumanie, enfin, de nombreuses incertitudes demeurent, après que le Conseil du Front de salut national se fut prononcé pour un pouvoir fort pendant la période de transition.

CFSN avait cependant déclaré, la veille, qu'on n'avait enregistré que « quelques cas » de reddition volontaire.

Dans le compte rendu qu'il a fait vendredi pour la presse de la longue réunion plénière du CFSN, M. Ionescu a confirmé que les nouveaux dirigeants avaient résolu d'opter pour le multipartisme, et que des élections libres seraient organisées en avril (nos dernières éditions du 30 décembre).

Lire la suite page 6

- ROUMANIE : « Ni passion ni rancune à Brasov » ; « Quand la vie reprend à Bucarest » page 3
- L'organisation de l'aide humanitaire page 5
- Les relations avec les industriels français page 6
- TCHÉCOSLOVAQUIE : « Prague fête « Monsieur le président » » page 6
- BULGARIE : l'usage de la langue turque à nouveau autorisé page 6
- POLOGNE : la nouvelle Constitution ne fait plus mention du rôle dirigeant du PC page 6

L'autosatisfaction de M. Bush

Malgré les « bavures » et les incidents
Washington considère l'intervention au Panama comme un succès

WASHINGTON

de notre correspondant

D'un côté, un homme de plus en plus seul, confiné dans le précieux refuge d'une nomenclature assiégée par les troupes américaines, et dont le propre peuple demande la tête. De l'autre, un président que les événements n'ont même pas conduit à renoncer à ses vacances et qui chasse tranquillement la caille au Texas, un président toujours aussi apprécié d'un public américain qui a approuvé à une écrasante majorité l'intervention armée à Panama.

Au dixième jour de cette intervention, et même si tous les comptes ne peuvent encore être faits, une évidence s'impose : George Bush l'a emporté sur « Tony » Noriega, et l'opération

Juste Cause a été, malgré tout, un succès militaire, abstraction faite des quelques centaines de victimes civiles. Les Etats-Unis ont prouvé qu'un petit dictateur contre-américain, qu'ils considéraient comme un criminel de droit commun, ne pouvait les narguer impunément.

Rien de tout cela n'est surprenant : l'issue du combat était à peu près assurée à partir du moment où le président des Etats-Unis avait décidé de l'engager avec des moyens massifs, même si, en évitant de se faire prendre et en choisissant astucieusement son lieu d'asile, le général Noriega a privé Washington d'une satisfaction totale.

L'invasion, préparée depuis plusieurs semaines et facilitée

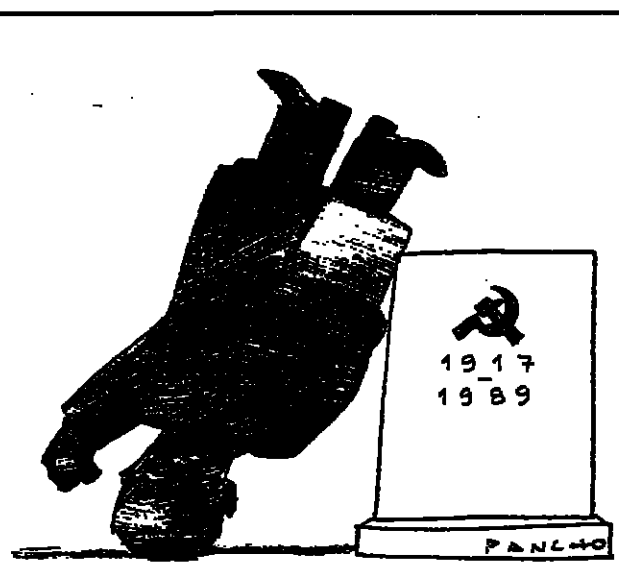
par le fait que les Américains se trouvaient déjà sur place en grand nombre, est considérée par les responsables du Pentagone comme une réussite technique, en net progrès sur l'improvisation brouillonne qui avait marqué l'intervention à la Grenade.

Politiquement, le soutien du public américain, généralement assuré dès lors que la fierté patriotique est en jeu, a été largement à la hauteur des espérances, et la presse elle-même, y compris la presse « libérale », n'a pas ménagé son appui, contre un « adversaire » aussi déconsidéré que le général Noriega.

Diplomatiquement, il y a bien sûr eu quelques dégâts.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 7



Le Monde présente à ses lecteurs
ses meilleurs vœux pour 1990

Ah ! si seulement toutes les années à venir
pouvaient ressembler à celle qui se termine...

Pompes libyennes pour le « Dakar »

Le régime du colonel Kadhafi s'est mobilisé pour accueillir les concurrents du douzième rallye

TRIPOLI (Libye)

de notre envoyé spécial

L'aventure commence sur une vision de carte postale : le port de Tripoli qui se détache sur le ciel bleu. Voilà la Libye telle que la découvrent. Les concurrents du Paris-Dakar. Une capitale semblable à d'autres villes du pourtour méditerranéen, une cité blanche à laquelle le pouvoir politique a ajouté la couleur verte. Tripoli joue les belles. Elle hisse des drapeaux sur les nombreux mâts prévus à cet effet. Elle met en route ses fontaines et mobilise ses forces de police pour canaliser la circulation. La ville aime la fête, cela se voit à la façon dont les cafés saluent le passage des premiers véhicules sortis du ventre du ferry-boat Danielle-Casanova, cela se sent à la manière dont les rues se rem-

plissent pour le passage des « monstres » de la course. Le Dakar est là et une partie de la population répond aux mots d'ordre de mobilisation répétés depuis plusieurs jours.

Les gens se rassemblent sur la grande place qui bordent les jardins. Ils viennent pour voir, ils viennent pour admirer des machines qu'ils apprécient en amateurs éclairés. En Libye la voiture occupe une place importante dans la vie d'une population aux revenus confortables. Les grosses allemandes voisinent avec les GTI sur les autoroutes qui parcourent la capitale. La vitesse, on connaît, à Tripoli et même on sait la pratiquer, sans jouer trop du klaxon comme dans tant d'autres villes africaines. Mais Tripoli est-elle réellement une cité d'Afrique ?

Les immeubles qui l'enserrent, comme les jardins qui l'aèrent, donnent une tout autre impression. Les vieilles bâtisses de style colonial disparaissent à mesure que les palaces de verre et de béton sortent de terre. Tripoli s'agrandit, Tripoli s'embellit. Les minarets se dotent d'horloges à affichage digital, les hôtels montent à l'assaut du ciel. La capitale est fière de ses constructions, elle se veut vitrine d'un pays qui met en avant ses réalisations.

Son leader politique lui a donné sa marque verte, son colonel lui offre cette année le rallye Paris-Dakar. L'an passé la course avait fait une incursion en Libye, cette fois elle entre par la grande porte.

SERGE BOLLOCH

Lire la suite page 9

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 fr. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,90 f. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (local), 2 S.

DATES

Il y a trente ans

La mort d'Albert Camus

«**MOURIR BÊTEMENT**» : si la formule a un sens, c'est bien à propos de Camus. Cette embarcadere fatale, le 4 janvier 1960, au milieu d'une vie sans dérapage, on eût dit une vengeance de l'Absurde, fléchit d'avoir été trop regardé en face. Quel gâchis de dons et de promesses dans ce froissement de tôle !

Les Français voulaient la nouvelle avec révolte. Autant que ses livres, ils aimaient la réussite de ce fils de la misère et du soleil. Ils lui savaient gré d'avoir bravé le ridicule, car c'en était un, en ces temps d'idéologies et d'hermétisme, de croire en une morale humaniste, qui inclurait la clarté.

Seule ombre au tableau, à l'aube de 1960 : le drame algérien. Sous peu va éclater la « semaine des barricades ». La « révolte civile » que Camus proposait, les combattants n'en veulent pas. L'indépendance et l'exode des Européens se profilent. Les deux camps reprochent au pied-noir épris de justice de composer avec les solidarités natales et les liens entre lesquels l'a écrit un destin de tragédie grecque. Il laisse dire, non sans blessure.

Pour le reste, tout lui sourit. Il revient de Lourmarin, où les couronnes suédoises du Nobel reçu en 1957 lui ont permis d'acheter, quelques mois plus tôt, une solide bâtisse selon son cœur, près de chez son ami René Char. La lumière blanche du Lubéron lui rappellera l'enfance à Mondovi. Sa mère s'y réfugiara peut-être. Il y travaillera bien.

Le plan de l'œuvre à venir est déjà tracé. Après avoir traité des malfaçons de l'existence, par l'essai, le roman et à la scène, il continuera à cultiver ces trois genres sur le thème de l'homme. Le théâtre tiendra la place due au seul endroit, avec les studios, où l'auteur du *Métempsychose* se sentait heureux, parce qu'innocent et fraternel. Ses *Possédés*, bien accueillis au printemps 1959, vont repartir en tournée. Dirigera-t-il l'Athénée ou Hébertot, à défaut de la Comédie-Française, qu'il a refusée ? Son premier rendez-vous parisien sera pour en décider, avec Malraux ; en attendant un pèlerinage à ses sources profondes, la Grèce...

Il aurait soixante-seize ans

Le retour de Lourmarin touche à sa fin. Il se déroule dans les douceurs de l'amitié. Michel Gallimard conduit. Sa femme Janine et leur fille Anne sont derrière. Ils ont couché en route, près de Mâcon, et déjeuné à Sens, légèrement. Camus n'aime pas l'auto, mais il a confiance. On plaisante avec les assurances-vie, on parle du bonheur d'aimer. Quand soudain, sur route droite, sèche et vide, c'est le flottement, un arbre heurté à 135 à l'heure, puis un autre 50 mètres plus loin. Les femmes seront presque indemnes. Le conducteur succombera six jours plus tard à ses blessures. L'écrivain, lui, a été projeté contre la vitre arrière (la ceinture de sécurité n'était pas encore de règle). Mort immédiate par fracture du rachis ; les yeux grands ouverts, s'en est dit.

Que n'a-t-on pas dit ! Le chagrin porte parfois au pugilat. On a incriminé la voiture. Michel Gallimard se serait plaint de

la direction. Éléphant coupé construit à peu d'exemplaires par le frère de l'écrivain Pierre Daninos à partir d'un modèle de Chrysler, la Facel-Vega ne bénéficiait pas des expériences d'une grande série. Un

l'affaire algérienne l'eût brisé : « *Ma terre perdue, a-t-il écrit, je ne voudrais rien.* » Mais à quoi bon glosier sur l'irrévocable ! L'accident de Villeblevin — c'était le nom du village le plus proche, entre Sens



casien s'est-il rompu ? Une roue s'est-elle bloquée ? Quelle importance ! La petite histoire retiendra qu'il n'y a pas eu d'imprudences. La fatalité a simplement choisi on ne sait quelle paille dans l'acier, comme elle sait faire.

Après coup, des logiques se cherchent. Max Jacob, en 1942, avait perçu dans l'horoscope de Camus des signes de fin brutale. L'auteur de *L'Étranger* lui-même rêvait d'être « abattu en coin de la rue, en pleine course, et d'une balle volée ». Encore les balles, même perdues, ont-elles un sens ; pas un plateau. L'épilogue de

et Monterreux — fait partie des coups du sort à la fois mécaniques et littéraires qu'inaugura l'Hippolyte de Phédre, sur son char, dont Isadora Duncan reste l'emblème moderne, avec son écharpe prise dans une roue de cabriolet, et qu'allaient tristement compléter deux ans plus tard, à quelques jours d'intervalle, Nijmèr et Huguenin.

Si la Facel-Vega n'avait pas zigzagué, Camus aurait soixante-seize ans. A trente, il s'était juré de remettre sa copie avant la soixantaine. Il n'était pas homme à s'accommoder du moindre déclin. Mais qui sait s'il aurait eu à en connaître ? Il

saurait peut-être réédité le miracle de la *Vie de Rancé*. Le dépouillement du grand âge chez un écrivain soucieux d'économie dès ses débuts, on aurait aimé voir ça ! En politique, n'était son horreur de pavloïer, il aurait de quoi triompher, lui qui avait refusé les schématismes de la guerre froide, façon à lui de garder espoir. Le triomphe d'une certaine éthique sur les systèmes, tel qu'il s'annonce, aurait au moins fait taire ses détracteurs.

C'est à sa morale qu'on s'en est pris le plus de son vivant. L'engagement se portait sectaire alors, et au prix d'entorses avec les principes. La querelle avec Sartre se développe, en 1952, sur ce terrain. *L'Homme révolté* en fournit l'occasion.

Camus ne prétend pas bâtir un système ; il ne croit pas assez en la raison pour cela. Son mémoire de licence sur le néoplatonisme et la pensée chrétienne ne suffit pas à faire de lui un professionnel, il le sait. « *Plus écrivain que philosophe* », ont tranché, et prophétisé, ses jurés de thèse, à Alger. Il ne se reconnaît le droit de raisonner que sur du vécu. Face à l'extrême conception de Sartre, il ne fait pas le poids. Son ancien complice des mitis de Saint-Germain-des-Près le lui fait sentir en vantant ironiquement son sens espagnol de la grandeur et de la mort.

Puritan voluptueux

Leur différend se nourrit de leurs origines respectives ; et rien de tel pour élever les fausses brouilles. Camus a à se faire pardonner son manque d'aggrégation ; Sartre, son enfance sans misère. Bourgeois, l'auteur des *Mains sales* croit bon de se faire violence pour rejoindre le peuple, via les communistes. Camus n'a pas besoin de telles contorsions. Il a appris la révolte dans la crasse de Belcourt, non dans Marx. Il refusera toujours de « mettre un volume du Capital entre la vie et l'homme ». C'est affaire de climat aussi. L'Alsacien Sartre voit davantage les noirs de notre condition ; Camus, la lumière.

À la traîne des idéologues de droite et de gauche, que l'époque veut affrontés sans place pour une troisième voie, une mode dénigrante gagne les petits-bourgeois de l'intelligentsia : Camus finirait à bon compte ses lettres de noblesse à un boy-scoutisme bien-pensant et un peu creux. Saint-Exupéry avait déjà encouru ces perditions.

Une autre mode, trop favorable celle-là, donnait des armes aux adversaires. Très vite, les lycées ont béatifié Camus et figé son œuvre en questions de cours, en hymnes à un juste milieu brave, en conclusions de dissertation. En France, ce sort guette les auteurs qui, en conciliant tradition et sensibilité moderne, aident le grand nombre à traverser les périodes de doute et de catastrophe. Anatole France et Valéry ont connu de tels empaillages.

En trente ans, ces modes ont laissé place à une appréciation de l'œuvre plus sereine et nuancée. Comment se conduire quand on ne croit pas en Dieu ni en la raison ? Représenter la question ouverte par Dostoïevski et Malraux, l'auteur de *L'Homme révolté* la pose ainsi : que faire

d'un monde auquel la bourgeoisie n'a pas su donner forme et qui recherche à la fois le bien-être et une aristocratie, alors qu'il n'y a d'aristocratie que du sacrifice ? L'Europe réussirait-elle là où les blocs avaient échoué ? C'était son vœu. Le reste — le bonheur quotidien dans une histoire sans dignité — il l'esquissait avec ses livres et sa vie même.

La postérité a fait un tri, comme à son habitude. La jeunesse des années 80 a retenu la morale en tant que relais des systèmes disqualifiés, mais non l'exigence de cohérence, dont elle se fiche pas mal. Camus ne se serait sans doute pas ému de ce nouveau mélange de générosité et de cynisme. L'idée de servir d'exemple lui répugnait. « *Chaque fois qu'on me dit qu'on admire l'homme en moi* », confiait-il, *j'ai l'impression d'avoir menti toute ma vie.* Sa seule justification, il la cherchait dans le fait de parler pour ceux qui ne peuvent le faire, et il entendait ne pas laisser de lui une image préchée. Puritain, soit, mais voluptueux.

Il aurait aimé, je crois, que l'on fit plus grand cas de son style — qui est l'homme même, comme on sait. En son temps, trop bien écrire faisait louche, gâchait. A le relire, on s'aperçoit que la forme, chez lui, valait mieux qu'un ornement. La sensualité des *Nourritures* et la quête d'un sens fraternel à la vie selon Malraux se donnent rendez-vous, en plus naturel l'une et l'autre. Quelqu'un frémit en lui quand on le sacré conscience ou homme de vertu.

Le Bogart et l'hidalgo secrètement envié par Sartre, le fils de pauvres couvert d'honneurs, de femmes et de tirages n'est même pas sûr d'être un Juste. Nous croyons que si, mais c'est parce qu'il s'en défend avec art. Écoutez-le murmurer de sa voix un peu sourde, le front haut, la cigarette au bec : « *Je suis un homme sans justice et que cette infirmité sournoise, voilà tout.* »

BERTRAND PORROT-DELPECH de l'Académie française

Des tirages de grand classique

Consacré de son vivant, Camus a connu depuis sa mort les progrès de tirages des auteurs dits « classiques », sans les baisses qui suivent souvent la disparition des auteurs, et font parler de « purgatoire » à leur sujet. L'œuvre de Camus vient en tête du catalogue des éditions Gallimard. L'apparition de la collection de poche « Folio » dans les années 70, tout en arrêtant net la carrière des éditions d'origine, a assis définitivement l'audience des titres principaux. En voici les ventes cumulées, au 30 novembre 1989 (le chiffre entre parenthèses est celui du 30 juin 1981) :

• *L'Étranger*. — Collection « Blanche » : 294 226 (289 255) ; « Folio » : 3 442 297 (1 871 935).

• *La Peste*. — Collection « Blanche » : 355 940 (352 507) ; « Folio » : 2 119 834 (1 174 022).

• *Le Mythe de Sisyphe*. — Collection « Essais » : 105 932 (104 023) ; Collections « Idées » et « Folio Essai » : 689 977 (568 428).

• *La Chute*. — Collection « Blanche » : 237 221 (234 879) ; « Folio » : 797 645 (479 125).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-97
Télax MONDUPUB 206 136 F

Imprimé par : M. G. G. 94822 IVRY

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS (voir barème)
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS BP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Grasset.

Un livre remarqué.

VÁCLAV JAMEK

Traité des courtes merveilles

PRIX MEDICIS
DE
L'ESSAI

GRASSET

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Le changement à Brasov

Sans passion ni rancune

BRASOV
de notre envoyé spécial

« Les premières émeutes contre Ceausescu ont éclaté ici dans notre usine en 1987. » Alexandru Vulsoa, vingt-sept ans, mécanicien à l'usine de camions du Drapeau rouge et membre du conseil municipal provisoire de la première métropole industrielle de Roumanie, n'est pas peu fier de raconter « sa » guerre contre la dictature. Larges épaules mouflées au plus près dans un gros pull de ski, le jeune ouvrier trône dans la salle du conseil entre l'ingénieur Cornel Salajan, président de l'administration, révolutionnaire, et le professeur Valerio Bogdan, son conseiller pour les affaires de l'enseignement public.

Brasov, cité ouvrière de 500 000 habitants (banlieue comprise), est aujourd'hui balayée comme toute la région des Carpates par une violente tempête de neige. La circulation en ville s'écoule lentement, dans une atmosphère onctueuse et presque hors du temps. Quelques drapeaux tristes

« pour voir le ciel », dira un poète, pendent bien aux fenêtres des édifices publics, mais aucun haut-parleur dans les rues, pas de « gardes patriotiques » et une absence palpable de tension. Bref, rien à voir avec la chandeleur, l'atmosphère de fête révolutionnaire qui régnait encore, vendredi 29 décembre au matin, à Sibiu, malgré, là aussi, le vent, le verglas et la neige qui prenaient possession de la cité. À chacun son tempérament.

A l'exception de deux ou trois fenêtres du grand hôtel Capitale, défoncées et noircies par les coups de canon de l'armée pour déloger, le 23 décembre, quelques « terroristes » qui s'y étaient retranchés pour faire un dernier carton sur les manifestants à la veille de Noël, Brasov porte peu de traces des événements. Le changement d'époque, ici, paraît s'être déroulé sans trop de heurts.

Juriste et secrétaire du conseil provisoire, ancien membre du Parti communiste, comme d'ailleurs son actuel président et bon nombre des vingt-sept personnes qui composent

la nouvelle administration — dont trois prêtres, deux militaires, mais aucune femme. — Todor Rusu (quarante-trois ans) n'a pas changé de bureau. Il était déjà secrétaire du « grand patron » communiste, aujourd'hui en fuite. « Je suis fonctionnaire, précise-t-il, et comme tous les autres qui servaient la ville pendant la dictature, je suis resté en place pour être utile. »

Formée dans la soirée du 24 décembre, sur la pressante suggestion du Front du salut national de Bucarest, la nouvelle équipe n'a pas eu à lutter les armes à la main pour prendre possession des locaux municipaux. « Ils ont été abandonnés par les anciens dirigeants », affirme l'ingénieur Salajan, le 22 décembre, à la suite de la grande manifestation populaire. Et aussi bien sûr de la chute de Ceausescu, annoncée à Brasov le même jour vers 15 heures heure locale. La veille au soir déjà, quelques milliers d'ouvriers rassemblés dans le centre avaient « bisé » leur mouvement de 1987 contre la vie chère et le rationnement. La soirée

de protestation s'était déroulée sans incidents notables.

« Le lendemain matin, reprend Alexandru Vulsoa, nous sommes partis de l'usine. Nous étions environ trois mille. D'autres travailleurs, de l'usine d'avions et d'hélicoptères, des filatures et des autres fabriques, se sont mis spontanément en grève et nous avons fait jonction dans le centre. Dans l'après-midi nous étions plus de cent mille à crier : « Timisoara ! à bas la dictature, l'armée avec nous » et tous les autres slogans contre Ceausescu. » Fraternisation avec les soldats, chants de victoire populaire, le scénario est désormais connu. C'est alors, semble-t-il, que la milice — baptisée « police » sur ordre du Front de Bucarest depuis le 28 décembre — et la Securitate ont ouvert le feu. « Au total, affirme Todor Rusu, il y a eu soixante et un morts dont neuf soldats et cent vingt blessés dont cent trois sont encore aujourd'hui à l'hôpital. »

Des tirs sporadiques et, semble-t-il, peu meurtriers ont retenti dans certains quartiers de la ville jusqu'au matin du 27. « Depuis, tout est calme, assure le « président » Salajan, et toutes les activités de Brasov ont repris normalement. » Jeudi, des citoyens, jeunes et moins jeunes, sont même venus à la mairie pour faire enregistrer trois organisations politiques moins nouvelles qu'il n'y paraît puisqu'elles existaient, nous assure-t-on, avant la deuxième guerre mondiale (le Parti national paysan, le Parti libéral et le Parti social-démocrate).

Le « conseil provisoire » n'a pas pu leur donner satisfaction — « on ne connaît pas encore les procédures d'enregistrement juridiques », s'excusent-ils d'une seule voix — mais tous les présents s'affirment favorables à la légalisation de « tous les partis » qui souhaitent présenter des candidats aux prochaines élections libres d'avril prochain. Même le Parti communiste ? « Oui, même lui », rétorqueront, après un rapide concubule, les nouveaux fidèles de la cité. Sans rancune.

PATRICE CLAUDE

A Bucarest

Quand la vie reprend...

BUCAREST
de notre envoyé spécial

Bucarest est une ville de rumeurs. La première, il y a une semaine, faisait état d'un empoisonnement de l'eau au cyanure, l'avant-dernière, d'une fusillade à cause de la diffusion par la télévision du Dictateur de Chaplin. Les gens bien informés connaissent l'heure d'arrivée du journal au tabac de la rue de l'Académie. Ils sont au pied de la vitrine avec une demi-heure d'avance et un fume-cigarette qui ne contient qu'un mégot. Ils attendent *Adonis* (la Vérité), l'organe du Parti communiste transformé en une nuit en « quotidien politique et social », et ce « miracle » vaut bien une queue supplémentaire.

Les grues déblaient déjà les gravats place de la République. Les blindés sont partis. Entre deux bonnes adresses, les passants lèvent le nez sur les nouveaux orifices ouverts dans la façade du Musée des beaux-arts par les mitrailleuses de l'armée. Les trois Greco, le Gérald et les Memling ont été sauvés de justesse, mais l'un des conservateurs est toujours à l'hôpital pour avoir tenté, un soir de guerre, de mettre l'art aux abris.

Dés écharpes
qu'on disait en laine

Les vitriers travaillent, le nouveau pouvoir est en place, les révolutionnaires ont quitté les berges pour retrouver leur taxi ou leur central téléphonique. Seuls les étudiants, par ailleurs en vacances, dorment encore sur des matelas dans le métro pour relayer les équipes de sécurité.

Les Bucarestois veulent bien se pencher sur la question de l'orientation plus ou moins démocratique d'un Conseil du Front du salut national autoproclamé et qui vient de s'accorder les pleins pouvoirs, sur le problème que pose ou ne pose pas la présence dans ce Conseil de nombreux communistes plus ou moins récemment détroqués. Ils veulent bien, mais plus tard, quand ils auront le temps, « peser le bien et le mal » de chacun. Ils sont pour l'instant occupés ailleurs.

Il y aurait du café à la pâtisserie du boulevard Magheri, du vrai café. Pas le cocktail habituel, trois quarts chicorée, un grain de café.

Ni le café du marché noir à 1 600 lei le kg. Ce serait la première fois depuis des mois. L'information est confirmée : pour trois quarts d'heure de queue à peine, et 475 lei le kg, soit un sixième du salaire mensuel de la vendeuse, on peut se procurer une demi-livre de café dans un papier marron. Une vraie révolution.

On se permet quelques folies, une escapade du côté des écharpes à 51 lei, qu'on dirait en laine. Les clients font vite, sans regarder ni choisir, comme s'il n'allait bientôt plus rien rester. Ils savent, de toute façon, que tous les modèles sont identiques. Il n'est pas besoin de réfléchir.

Devant le bâtiment de l'ancienne Securitate, face à l'ambassade du Canada, les postulant au départ sont à peine plus nombreux que devant les étalages de jardins russes. Les Roumains réclament la liberté de voyager. Les assurances données par le Conseil semblent leur avoir suffi. Il y a pourtant là des affaires à faire. Ce n'est plus un crime, semble-t-il, de demander un passeport. Les anciens membres de la Securitate font des sourires et, en attendant des instructions précises des autorités, le chef du service a pris sur lui de délivrer en quarante-huit heures des autorisations de sortie à des gens qui attendent depuis un an. Une jeune fille embrasse l'agent qui lui donne d'aussi bonnes nouvelles.

Une femme ingénieur, dont la mère hongroise n'a jamais eu l'autorisation de s'installer à Bucarest, puis a dû attendre deux ans sans son ticket de rationnement l'autorisation de retourner en Hongrie, en mange ses mots d'excitation. Elle va pouvoir se rendre à Budapest, c'est « extraordinaire ».

Mais, plus incroyable encore, les fonctionnaires sont aimables. « On n'a plus peur. On demande normalement un passeport. »

Les gens reviennent de loin, comme ce jeune homme qui n'a pas fumé de cigarettes étrangères depuis trois ans et se frotte à la vue d'un paquet. Des malades sont pleins de gratitude pour toute l'aide humanitaire reçue. Ils sont cependant si mal installés sur leur lit d'hôpital qu'un médecin se demande si, à la place des tonnes de médicaments acémisés par cargos, il ne faudrait pas tout simplement faire venir des draps.

CORINE LESNES

Nouvelles versions de la capture

Le dictateur aurait passé trois jours dans un blindé, selon un officier

Nicolas Ceausescu a été détenu pendant trois jours dans un véhicule blindé de l'armée, qui n'a cessé de rouler jusqu'à son procès et son exécution, lundi 25 décembre, selon un officier roumain, le capitaine Mihai Lupoi. Le dictateur déchu, qui était diabétique, a refusé, tout au long de sa détention, de prendre l'insuline que sa femme Elena gardait pour lui dans son sac, a également déclaré le capitaine Lupoi dans une entrevue à la chaîne de télévision britannique ITN.

Décrit comme le représentant de l'armée au sein du nouveau gouvernement, le capitaine Lupoi a — dans ce qui est une dernière version de la capture du « génie des Carpates » — ainsi raconté les derniers jours de l'ancien maître de la Roumanie : Ceausescu a fui Bucarest vendredi en hélicoptère avec sa femme, un lendemain de son discours perturbé par des manifestants dans le centre de la capitale. Le couple a ensuite été acheminé jusqu'à une voiture qui les attendait, avec un chauffeur, à une cen-

taine de kilomètres à l'ouest de Bucarest, mais un policier a reconnu le président à un barrage routier et les deux époux ont été remis à une unité militaire.

Les soldats, toujours selon l'officier, ont alors fait monter Ceausescu dans un engin blindé qui n'a cessé de circuler pendant soixante-douze heures afin d'empêcher la police secrète (Securitate) de localiser le dictateur. Ce véhicule est celui-là même qui l'a conduit au lieu où il a été « jugé » avec sa femme par un tribunal militaire qui les a fait exécuter lundi. Le capitaine Lupoi a précisé que la Securitate avait subi de lourdes pertes dans l'attaque d'un immeuble de Bucarest où elle croyait détenir Ceausescu.

Au fil de la révolution roumaine, les versions de l'arrestation du « Danube de la pensée » se sont multipliées. Dans une entrevue au *Monde* (nos éditions du 30 décembre), l'un des principaux dirigeants du Front de salut national, M. Silviu Brucan, avait, pour sa part,

Les pingouins en porcelaine des époux Ceausescu

BUCAREST
de notre envoyé spécial

C'est une quincaillerie dorée. Dans les vitrines, les bibelots portent encore leurs étiquettes. Les tortues en bronze, les pingouins en porcelaine et les flamants roses en opaline témoignent d'un goût exquis de petits bourgeois.

De l'extérieur, la propriété des Ceausescu, cachée par de hauts sapins, a belle allure avec ses murs blancs et les colonnes de l'entrée monumentale. Elle est située sur le boulevard Primaverii, dans le quartier résidentiel du nord de Bucarest où les hauts dignitaires se reposent les yeux de la grisaille de la ville. La résidence principale compte une quinzaine de pièces. Le couloir, les cuisiniers, utilisaient les dépendances. Les autorités ont organisé une visite de la propriété, vendredi 29 décembre, à l'intention des journalistes. Les photographes ont été heureux de trouver six visions dans la chambre d'Elena Ceausescu et une paire d'escarpins aux talons lésés de faux diamants.

Les tapis sont immenses et les murs couverts de marbre. Les tableaux, les sculptures de bronze, les mosaïques du jardin d'hiver, sont précieux. Mais il ressort surtout que le « génie des Carpates » ne possédait pas de bibliothèque, du moins au rez-de-chaussée où à l'étage, et que la famille consommait beaucoup de médicaments.

La population, qui a envahi le palais le 22 décembre, n'a rien saisi. Les bouteilles de

whisky ont été vidées, quelques trois convertis et mêlés au pied de l'escalier à un amas hétéroclite de fioles de bains moussants, de revues sur la famille de Monaco et d'échantillons de tissus pour les costumes du dictateur. Les pyjamas blancs et bleus sont toujours dans la chambre à coucher et les parfums bon marché dans la salle de bain rose aux robinets en forme de cygnes dorés.

« Cinq repas par jour »

Une étudiante en russe, qui fait partie des civils occupant la propriété aux côtés de nombreux militaires, conserve dans sa poche un menu. Trois pages dactylographiées avec le nombre de calories correspondant à la compote et aux légumes. Il n'y a pas moins de quatre pâtes-personnes dans la salle de bain du dictateur, que son diable ne peut seul expliquer.

Ce qui a frappé cette jeune Roumaine, plus que les dorures, est que les Ceausescu faisaient « cinq repas par jour », tous traduits en calories, alors que sa propre famille ne connaissait plus le goût du beurre. Elle assure que le dictateur possédait une réserve de nourriture pour dix ans bien que personne ne l'ait découverte. Elle reploie son menu-souvenir et ne comprend toujours pas comment la famille, qui s'imposait tant de privations aux Roumains, pouvait s'être mise d'elle-même au régime basses calories...

C. L.

Grasset.

Des livres remarquables.

Charles Bukowski <i>L'Amour est un chien de fuyeur</i>	Jacques Chardonne <i>Les Amants</i>	Salvador Dali <i>Les Caves du ciel art moderne</i>	Jean Giraudoux <i>Siegfried et le Limousin</i>	Kleber Haedens <i>Une histoire de littérature française</i>
Pascal Jardin <i>La guerre à tout prix</i>	G. Lenotre <i>Sous le bonnet rouge</i>	Joseph Peyre <i>Sang et Lumières</i>	Leonardo Sciascia <i>Un cœur d'infidèle</i>	Walt Whitman <i>Faiblesse d'herbe</i>

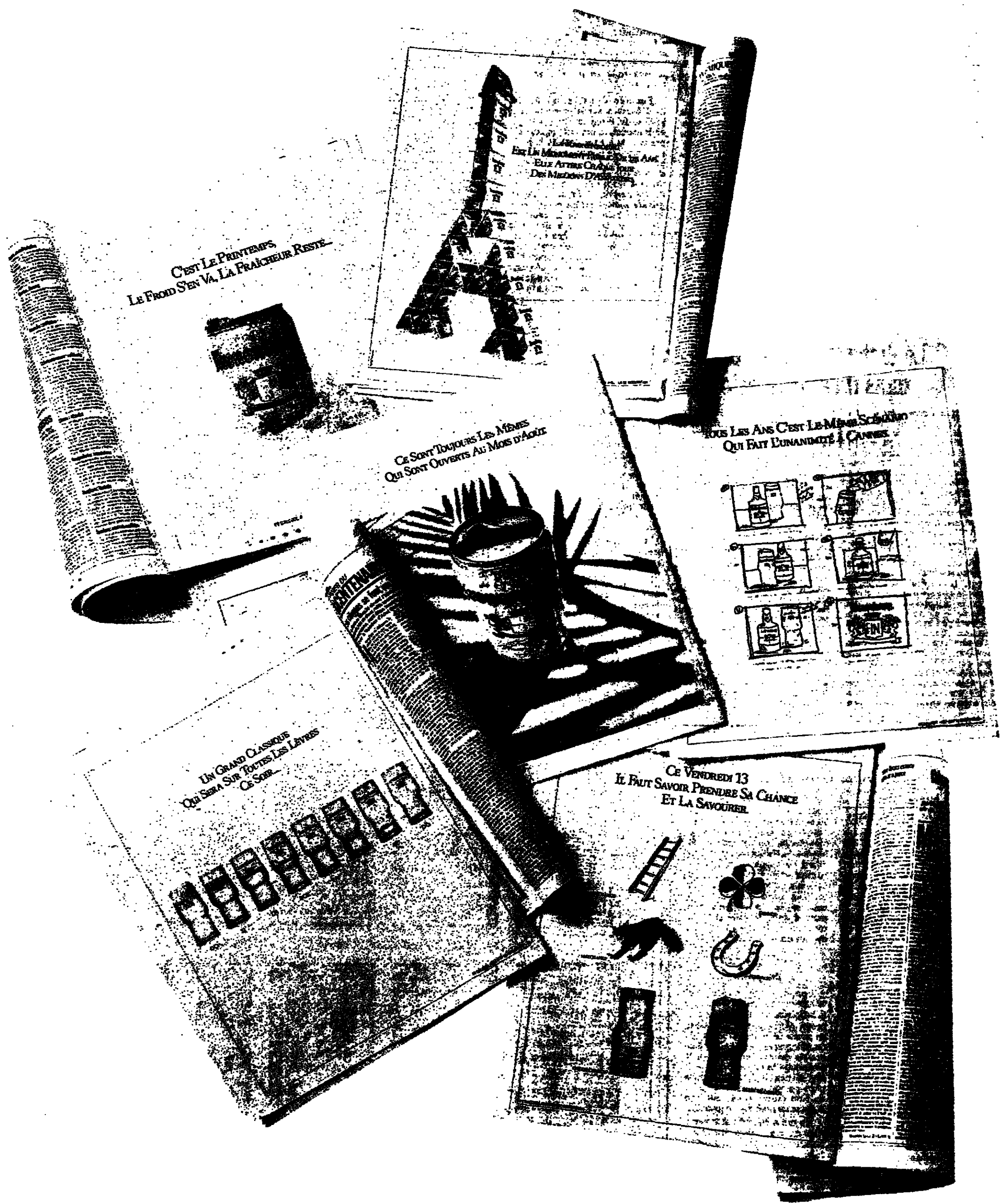
112 titres parus dans cette collection

LES CAHIERS ROUGES

Des romans aux essais, des biographies aux livres pour enfants, des Cahiers Rouges aux documents en passant par les Beaux Livres ; chez Grasset il y a mille façons de conserver un bon souvenir de l'année 1989 et de préparer l'année 1990.

GRASSET

UNE ANNÉE S'EST ÉCOULÉE... CE N'EST PAS SANS UNE CERTAINE ÉMOTION QUE NOUS TOURNONS LA PAGE.



Young & Rubicam 88

47° D'ALCOOL. AYEZ SOIF DE MODÉRATION.

A L'ANNÉE PROCHAINE.

L'organisation de

Le rail de

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Trouv

Coups d

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Nombreux d'hommes poli

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

Des pour la

Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...
Le conseil français d'administration pour le Renseignement...

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'organisation de l'aide humanitaire

Le rail de l'amitié

Les convois français d'aide humanitaire pour la Roumanie se multiplient. Le train de la solidarité affrété depuis plusieurs jours par la Normandie a quitté Paris, samedi 30 décembre, organisé à l'initiative de cheminots CFDT de Sotteville-lès-Rouen et acheminé par une vingtaine d'entre eux, ce convoi de trente-huit wagons transporte cinq cents tonnes de médicaments, de denrées alimentaires et de vêtements et devrait arriver à Bucarest mardi.

C'est un convoi de sept camions, dont quatre semi-remorques de 42 tonnes chacune, qui a pris la route, vendredi, au départ de Paris; leur cargaison est le produit de la collecte « Paris-Roumanie-Solidarité » organisée par la mairie de Paris les 24 et 25 décembre. En dehors des vivres, médicaments et vêtements, beaucoup de Parisiens ont aussi donné de l'argent; le million de francs ainsi recueilli sera

mis à la disposition de Médecins du Monde, Médecins sans frontières et Pharmaciens sans frontières pour l'achat de matériel médical.

De nombreuses collectivités locales continuent à se mobiliser. Un avion transportant des médicaments et affrété par le conseil général de Seine-Maritime devait décoller samedi de Rouen pour Timisoara. Vendredi, c'est un avion cargo contenant 38 tonnes de matériel chirurgical qui a quitté Mulhouse à l'initiative de la municipalité et du journal *l'Alsace*.

Les villes de Chilly-Mazarin et de Longjumeau (Essonne) organisent de leur côté un convoi de camions qui doit partir mardi. Enfin, la conférence des évêques de France a lancé un appel pour une aide humanitaire à court et à long terme en demandant aux paroisses de soutenir les initiatives de Secours catholique.

Témoignage

Coups de cœur

« Vive les médecins français, vive la France, vive la liberté ! » Ce que les insurgés de Bucarest ont acclamé le 23 décembre à 16 heures quand notre équipe de Médecins du monde est entrée dans la ville, ce n'est pas seulement le premier convoi humanitaire venu d'au-delà de la frontière. Ce que les témoins roumains ont vu dans les propos d'André Glucksmann à la télévision ce jour-là, ce n'est pas uniquement le témoignage d'un ami. Nous avons été les représentants d'une civilisation, celle de la liberté et de la démocratie, celle dont ils ont rêvé pendant des années, celle pour laquelle ce jour-là certains sont morts sous les balles des tirs. Notre entrée dans Bucarest a été le symbole de leur victoire.

En France, en réponse à cette insurrection, sous le poids des images télévisées l'opinion tout entière se lève et répond à l'appel des insurgés de Bucarest. Des avions par dizaines, des camions par centaines, des hommes et des femmes par milliers s'organisent pour témoigner de leur émotion et de leur admiration. Cet immense coup de cœur que les Français laissent écarter sans retenue est la meilleure réponse que nous puis-

sions donner à ces quarante années de silence passées de l'autre côté d'un rideau de fer figé comme les murs d'une prison.

Songez qu'il y a quelques semaines à peine des médecins de Médecins du monde s'infiltraient clandestinement en Roumanie pour tenter de rencontrer Doine Cornea, en grève de la faim. Cette prison était aussi la nôtre, et nous ne le savions pas.

Nous avons beaucoup à apprendre de ces peuples et de ces pays dits de l'Est, leur regard sur le monde est neuf et immuable comme jamais du poison totalitaire. Beaucoup ont appris notre langue et la parlent couramment, ils attendent tout de nous, coupés pendant près d'un demi-siècle de leurs racines européennes, ils nous demandent beaucoup plus que des médicaments et des vivres.

Laissons-nous aller sans retenue à ces débordements humanitaires, ils sont l'expression et la volonté d'une rencontre, les premières bêtes d'une Europe nouvelle qui s'ouvre devant nous.

JACQUES LEBAS
et DOMINIQUE MONCHICOURT
président et secrétaire général
de Médecins du monde

Nombreuses visites d'hommes politiques français

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, et le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle (PS), se rendront en Roumanie mardi 2 et mercredi 3 janvier. Ils seront suivis, dans le courant du mois de janvier, par une délégation de parlementaires de l'opposition, conduite par M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et qui préside également le « comité des cent projets » de l'opposition parlementaire UDC-UDF-RPR en faveur des pays de l'Est.

De retour de Bucarest, M. Rudy Salles, député UDF des Alpes-

Maritimes, s'est déclaré, vendredi 29 décembre, « chaviré » par ce qu'il a vu. « Il faut absolument se mettre au travail pour aider les Roumains », a-t-il dit.

Le DC-9 affrété par le Parti socialiste afin de contribuer à l'aide humanitaire, a été contraint, vendredi après-midi, à un atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Bucarest, d'où il venait de s'envoler pour regagner Paris. Le réacteur gauche de l'appareil, dans lequel se trouvaient quarante-cinq passagers, dont M. Jean-Marie Cambadélis, député socialiste de Paris, a explosé peu après le décollage.

Des livres pour la Roumanie

M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, a décidé de soutenir l'initiative prise par l'association Médecins du monde : « Livre libre pour la Roumanie ». Pendant une période de deux à trois mois, un compte-chèque spécial sera ouvert en France afin de recueillir les dons qui permettront l'achat des livres demandés par les Roumains; ces livres seront acheminés en Roumanie et vendus sur place en monnaie non convertible, le produit de la vente étant intégralement reversé à la Croix-Rouge roumaine et à d'autres organisations humanitaires locales.

Pour lancer cette opération, Médecins du monde organise avec la FNAC et la Direction du livre et de la lecture une exposition de livres français à Bucarest dans la nuit de la Saint-Sylvestre : le Centre national des lettres s'associera à cette manifestation par un don exceptionnel de livres.

Le syndicat national de l'édition, l'Office de promotion de l'édition française, les éditions Albin Michel, La Découverte, Gallimard, Gründ, le groupe Hachette, les éditions Hermann, Minuit, les Presses de la Cité, les Presses universitaires de France, les éditions du Seuil ont déjà accepté de participer à l'exposition de Bucarest.

La légalisation de l'avortement

La fin d'un calvaire pour des milliers de Roumaines

Parmi ce qui pouvait, a priori, sembler des mesures d'ordre secondaire au regard des événements que vit la Roumanie, l'une des premières décisions prises par les nouveaux dirigeants de Bucarest — alors même que tous les partisans de l'ex-dictateur n'étaient pas encore réduits — a été de légaliser la contraception et l'avortement. Or, les chiffres cités par le nouveau ministre roumain de la santé permettent de mesurer l'ampleur du problème auquel répond cette initiative : mille quatre cents femmes sont mortes des suites d'avortements clandestins depuis 1981, dont cent soixante-trois au cours de ces seuls dix derniers mois.

Encore ces estimations sont-elles contestées par des médecins étrangers, dont ceux de Médecins du monde, qui rappellent que, lors d'un récent séminaire gynécologique à Brasov, des médecins roumains avaient assuré que sept cents femmes étaient mortes dans des hôpitaux cette année à la suite d'avortements clandestins. Sans compter le nombre de femmes qui, terrifiées à l'idée d'être dénoncées, préféraient mourir chez elles plutôt que d'être hospitalisées.

C'est que la politique « nataliste » du « père du peuple roumain » se réduisait à ce slogan : « Si vous ne voulez pas quatre enfants, essayez-le ». Autrement dit, la contraception et l'avortement étaient interdits. Les femmes étaient notamment soumises à des examens gynécologiques sur leur lieu de travail pour décourager les possibles contrevenances. Et l'on ne compte plus les séquestrations, les humiliations, les conséquences dramatiques d'une telle politique dans un pays — le plus pauvre d'Europe — où le seul moyen de persuasion s'appelait terreur.

BIBLIOGRAPHIE

La période Khrouchtchev vue par son gendre

Le livre d'Alexei Adjonbet aurait fait sensation, c'est moins le cas maintenant, après trois ans de glasnost : de nombreux témoins encore plus autorisés que le gendre de Khrouchtchev, notamment plusieurs anciens membres du bureau politique, se sont exprimés sur cette période.

Alexei Adjonbet n'en a pas moins été pendant plus de dix ans un membre important de la nomenclature poststalinienne, et son témoignage a l'avantage d'être un des premiers documents de ce type traduits en français. Il y raconte avec une certaine franchise sa vie de journaliste à la fois privilégiée et de l'élite du régime, à la *Komsomolskaja Pravda*, il a épousé en 1949, à vingt-quatre ans, Rada Khrouchtcheva, fille de Nikita Khrouchtchev, alors chef du parti à Moscou et membre du bureau politique, mais aussi exposé : c'est lui qui fut chargé de rédiger, l'édition « maison » que son journal publia le 15 janvier 1953 à propos de l'affaire des médecins, le dernier faux complot inventé par Staline. « J'ai honte, profondément honte », écrit-il à ce sujet.

Cela dit, le lecteur trouvera dans son livre nombre de précisions sur le personnage de Khrouchtchev, sur sa femme, Nina Petrovna — dont on ignorait qu'elle avait été, sous ses dehors de bonne grand-mère russe, une propagandiste zélée du parti — sur Togliatti, qui est mort pour ainsi dire sous ses yeux en août 1964, sur le pape Jean XXIII, qui reçut Adjonbet avec Rada en 1963, vingt-six ans avant l'audience historique accordée par son successeur à Mikhaïl Gorbatchev.

On aurait aimé que certaines erreurs soient évitées (l'assaut de Novotcherkassk s'est produit en 1962 et non pas en 1960, comme l'indique le livre, le dix-neuvième congrès du parti a eu lieu en 1952 et non pas en 1949) et aussi en apprendre davantage sur la crise de Cuba, sur les rencontres de Khrouchtchev avec de Gaulle ou avec Eisenhower, tous épisodes dont Alexei Adjonbet a été le témoin direct, mais qui le contentent de survoler. Son livre est une contribution à une histoire qui reste à écrire.

MICHEL TATU
« A l'ombre de Khrouchtchev, d'Alexei Adjonbet, la Table ronde, 380 p., 150 F. »

Retenus depuis plusieurs années

Quatre-vingt-sept enfants pourront rejoindre leurs parents adoptifs en France

Les quatre-vingt-sept enfants roumains légalement adoptés par des familles françaises mais retenus dans leur pays d'origine vont pouvoir venir en France. La nouvelle a été annoncée vendredi 29 décembre par M^{me} Georgina Duflo, conseillère de M. François Mitterrand et présidente de la Croix-Rouge française, à l'issue d'un entretien avec le vice-président du Conseil du Front de salut national, M. Dumitru Mazilu, lors d'une visite éclair en Roumanie.

Un avion a déjà été affrété par le ministère des affaires étrangères et attend que tous les enfants dispersés dans plusieurs crèches et maisons d'enfants soient rassemblés, une tâche rendue difficile par la tempête de neige qui s'abat depuis vendredi sur le pays. Chacun espérait cependant que les retrouvailles pourraient avoir lieu avant le réveillon de fin d'année.

Pour les parents et les enfants ce sera la fin d'un cauchemar qui pour certains dure depuis plus de trois ans. Nombreux sont les parents qui ont adopté légalement des enfants

depuis plusieurs années et qui attendaient le bon vouloir de Nicolae Ceausescu pour les faire venir en France. Ce dernier avait décidé en 1987 de refuser tout nouveau dossier d'adoption et avait également interdit la sortie de Roumanie des enfants déjà adoptés.

Après de dures négociations, le gouvernement français avait obtenu, en juillet 1988, la venue de cinquante-cinq enfants puis de cinq en novembre de la même année. Mais depuis un an le président Ceausescu qui n'avait pas hésité dans le passé à faire un chantage économique par le biais des enfants, faisait la sourde oreille aux démarches françaises et n'avait plus donné aucune autorisation de sortie du territoire roumain.

M^{me} Duflo — qui a entrepris sa démarche au nom de M. Mitterrand — nous a déclaré à son retour de Roumanie, vendredi, 29 décembre, que M. Mazilu avait immédiatement donné son accord pour le départ des enfants. « Il m'a tout de suite fait part de l'admiration qu'il avait pour le président de la République, a-t-elle ajouté, et tout l'attachement qu'il accordait à la France ». Pendant son court séjour, M^{me} Duflo a d'ailleurs eu l'occasion de vérifier l'intensité des liens,

au moins culturels et affectifs, entre les Roumains et les Français. « Dès que les passants voyaient le drapeau français de notre voiture, ils nous arrêtaient pour nous embrasser, nous remercier de notre aide. J'ai également eu beaucoup de témoignages de sympathie concernant la mission de M. Bernard Kouchner ».

M^{me} Duflo, qui a pu visiter des crèches et maisons d'enfants, a constaté leur extrême dénuement. Elle a décidé de faire porter les efforts de la Croix-Rouge française à moyen et long terme sur l'aide en faveur des enfants roumains, dont le taux de mortalité est extrêmement élevé à cause d'une profonde malnutrition et de l'absence de vaccination contre les maladies infantiles. « Il est préférable, a-t-elle précisé, d'envoyer désormais des dons en espèces pour que l'on puisse mieux adapter l'aide à la demande ». M^{me} Duflo a pu vérifier elle-même que l'aide matérielle acheminée ces derniers jours a été bien distribuée. Une trentaine de personnes de la Croix-Rouge française devront cependant rester en Roumanie pour trier et répartir les secours.

► Croix-Rouge française, 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris. Tél. : 40-70-10-10.

Les otages du sentiment

Geneviève a eu tellement de faux espoirs qu'elle préfère, pour se réjouir, attendre le moment où elle pourra enfin serrer dans ses bras « sa » Véronique (quatre ans et demi). Mariana, elle, avec la fraîcheur et l'impatience de ses huit ans et demi va et vient, intervient dans la conversation pour parler de cette sœur d'origine roumaine, comme elle, et qui va venir pour peut-être passer le réveillon dans la famille.

Avant de se lancer dans l'adoption, M^{me} Geneviève Huet, a tout essayé pour avoir des enfants, visites chez les spécialistes, interventions chirurgicales. Un jour une collègue de bureau lui a confié qu'elle avait adopté un enfant en Roumanie. Apparemment, là-bas, il y avait beaucoup d'enfants abandonnés à cause de la vie dure et de l'interdiction de la contraception et de l'avortement.

Geneviève et son mari se souviennent donc aux formalités auprès de la DASS (Action sanitaire et sociale) et expliquèrent qu'ils voulaient adopter un enfant roumain. Leur dossier aboutit en moins d'un an. On était en 1981. Munis de l'accord français, ils se rendirent à l'ambassade en Roumanie qui leur expliqua les formalités à suivre et leur donna l'adresse du collège des avocats à Bucarest. Le collège des avocats

l'adressa à un des siens qui, selon la procédure roumaine, se mit à la recherche d'un enfant adoptable. En novembre 1981 ils apprirent qu'une petite fille de cinq mois les attendait.

Conformément à la procédure réservée aux parents adoptifs étrangers, ils durent se rendre en Roumanie pour voir l'enfant et signer les papiers chez un notaire qui leur fournit des documents attestant que la mère avait bien abandonné l'enfant et qu'elle acceptait l'adoption. Pour toutes ces formalités Geneviève et son mari ont payé l'équivalent de 700 dollars (plus de 4 000 F) qui ont été versés à la Banque roumaine du commerce extérieur. En outre, le couple a dû dédommager la crèche : « l'équivalent de cinquante bouteilles de lait par mois », précise Geneviève. Seul point noir, ils durent attendre dix-neuf mois avant de pouvoir enfin cajoler leur petite Mariana. Cette attente interminable, alors que tous les papiers étaient en règle, ne les dissuada pas de décider une seconde adoption.

Une nouvelle fois, donc, ils se souviennent aux procédures françaises et roumaines. Le 15 juin 1985 Geneviève se rendit en Roumanie où on lui proposa un petit garçon. Tous les papiers étaient prêts, mais sept

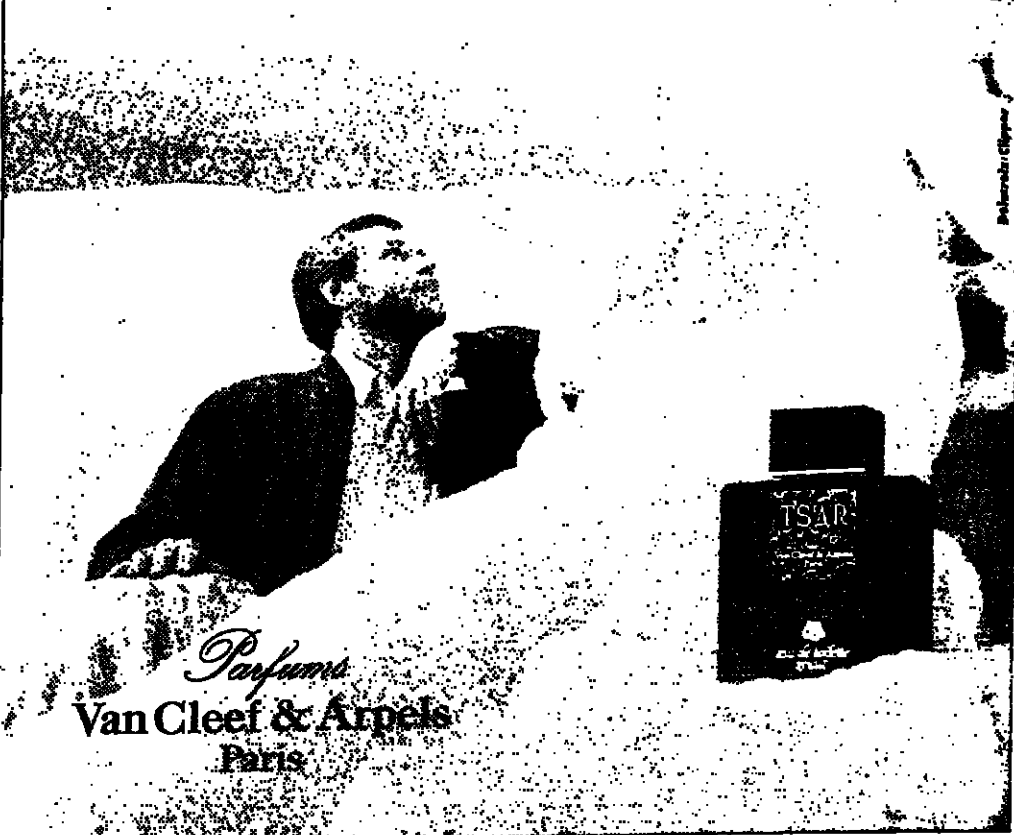
mois plus tard on avertit la famille Huet que la mère de l'enfant était revenue sur sa décision d'abandon. Le 28 juillet, Geneviève repartit à Bucarest pour à nouveau un petit garçon que l'on déclara inadoptable quelques mois plus tard. Enfin, en juillet 1988, Geneviève put rencontrer, pour la première fois, Véronique. Elle avait quatorze mois. Une longue attente commença.

Il y eut les crises de colère lors de l'annonce par Ceausescu, fin 1987, qu'il mettait fin aux procédures d'adoption par des étrangers, et puis, l'espoir quand on apprit, en 1988, que quelques enfants allaient venir en France. Véronique n'était pas du lot. Pourquoi ? Nul ne le leur a dit.

Le dictateur avait ordonné aux directeurs des établissements où se trouvaient les enfants d'interdire les visites des parents adoptifs. Ce n'est que grâce au courage et à la complicité de l'avocat roumain que Geneviève put tout de même rencontrer son enfant qui, en quatre ans, changea trois fois de crèche. Entre 1986 et 1989, les Huet se sont ainsi rendus onze fois en Roumanie. Vendredi, ils espèrent pouvoir, enfin, réunir leur famille.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Vivre en Tsar est un art.



LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les nouveaux dirigeants veulent un pouvoir fort

Suite de la première page

Le Conseil du Front de salut national a, d'autre part, ajouté à son programme la liberté de la presse et celle des cultes. Il n'a pas voulu préciser combien d'anciens communistes occupaient des postes dans les nouvelles instances dirigeantes, en faisant valoir que l'appartenance au PC était obligatoire sous Ceausescu pour l'exercice de la moindre responsabilité, et que ce qui importait à présent était la compétence des individus.

A la question de savoir si le CFSN, aujourd'hui tout-puissant, pourrait n'être que provisoire, M. Ionescu a répondu : « Nous ne savons pas quelle sera la situation après les élections, mais si celles-ci établissent que le CFSN n'a pas le soutien nécessaire, il se retirera. »

Les nouveaux partis n'ont pas encore réagi publiquement aux mesures annoncées jeudi et vendredi par le CFSN. Vendredi, certains représentants à Bucarest du Parti national paysan et du Parti chrétien national démocrate annonçaient la fusion de ces deux formations créées quelques jours plus tôt.

Plusieurs questions se posent après la réunion plénière du CFSN. Certains se demandent si le Conseil ne sera pas tenté de contrôler les nouvelles formations politiques, c'est-à-dire de ne tolérer qu'un multipartisme interne au CFSN. D'autres notent que la structure du pouvoir définie par le Conseil reproduit celle d'un pouvoir communiste classique. Le comité exécutif de onze membres, présidé par le président du CFSN, M. Ion Iliescu, est le véritable dépositaire du pouvoir, comme une sorte de bureau politique. Le CFSN a été élargi de 36 à 145 membres « pour intégrer

toutes les tendances politiques du nouveau pouvoir », ce qui rappelle le comité central des PC d'Europe de l'Est. Il est relayé par des structures territoriales qui se calquent sur celles de l'ancien régime aux échelons départementaux et municipaux et qui héritent d'ailleurs des bâtiments, services et personnels des anciens « conseils populaires » du régime Ceausescu.

L'ensemble évoque la structure pyramidale du « centralisme démocratique », ce que les nouveaux dirigeants justifient par la nécessité d'une organisation forte pour rétablir l'ordre, remettre en marche l'économie et assurer la transition vers les élections.

Une autre question enfin reste sans réponse à ce jour : celle du limogeage de l'ancien chef d'état-major, le général Stefan Guze, « pour des raisons de haute gravité », que le Conseil n'a pas voulu préciser. Le général Guze était en effet considéré comme l'artisan du ralliement de l'armée aux insurgés.

La visite du ministre hongrois des affaires étrangères

Inaugurant ses nouveaux pouvoirs qui font de lui, entre autres, le responsable réel de la diplomatie, M. Ion Iliescu a reçu vendredi à Bucarest le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn. M. Horn avait souligné juste avant cette visite l'effondrement des « préjugés » nourris par l'ancien régime roumain à l'égard de son pays et la solidarité qui s'est manifestée entre Hongrois et Roumains vivant en Transylvanie ces derniers jours. M. Horn s'apprêtait à demander aux nouveaux dirigeants de Bucarest le respect des droits des minorités et un effort

pour améliorer les conditions de vie des Roumains d'origine hongroise.

A l'issue des entretiens qu'il a eus vendredi à Bucarest, et qu'il a qualifiés de « très fructueux », il a déclaré que de nombreuses tâches communes attendaient les deux capitales pour en finir avec les différends du passé.

D'autre part, M. Horn a indiqué que des étrangers avaient bien pris part aux combats aux côtés de la Securitate — information qu'il tenait de ses interlocuteurs roumains — mais qu'ils n'agissaient pas sur ordre de gouvernements ou d'organisations officielles étrangères. Les affirmations selon lesquelles des mercenaires arabes participaient aux combats avaient pourtant été démenties par plusieurs responsables du CFSN. — (AFP, AP, Reuters.)

La chute des régimes communistes en Europe de l'Est

Un échec du « révisionnisme » selon l'ambassadeur d'Albanie à Paris

Ce n'est pas le socialisme mais le « révisionnisme » qui a échoué en Europe de l'Est, et l'Albanie n'est aucunement concernée par la crise d'une « communauté socialiste », ce que le ministre des affaires étrangères, M. Nushi, a déclaré, jeudi 28 décembre, dans une interview à l'AFP, l'ambassadeur d'Albanie à Paris, M. Xenophon Nushi.

Les bouleversements auxquels l'Albanie est le seul pays communiste d'Europe à avoir échappé cette année n'avaient pour objectif final, selon M. Nushi, que de « discréditer le socialisme ». En réalité, affirme-t-il, « le socialisme a été démantelé en URSS et dans les autres pays de l'Est

par Krouchtchev — qui n'avait rien d'un communiste — depuis le 20^e congrès du PCUS en 1956 ». Pour leur part, les Albanais, « qui se sont toujours opposés à cette déviation, vont poursuivre dans la voie socialiste qui a fait d'eux un pays indépendant et souverain ».

L'une des principales différences entre les « pays de l'Est » et l'Albanie, souligne M. Nushi, est que, dans ces pays, « on leur a donné le pouvoir : c'est l'armée rouge qui est entrée, qui a défilé le drapeau, ce sont les Soviétiques qui leur ont donné le pouvoir, alors que les Albanais l'ont pris avec leurs propres forces ».

Les industriels français pourraient renouer les liens tissés dans les années 70 avec Bucarest

Les industriels français vont-ils reprendre le chemin de Bucarest ? S'il est encore trop tôt pour le dire, les liens tissés tout au long des années 70 pourraient être réactivés.

En octobre dernier, déjà, la représentation française à la Foire de Bucarest était plus fournie que les années précédentes, avec la présence de grandes sociétés. Celles-ci avaient déserté la manifestation depuis longtemps, faute de pouvoir conclure, plus que pour des raisons politiques ou d'images de marque. Gerland, la Téléphonique, Intergral, Rhône-Poulenc figuraient, en particulier, parmi les exposants. Le chimiste est l'un des rares groupes français (avec l'Aérospatiale pour

les pièces détachées d'hélicoptères) à avoir maintenu un courant de livraisons à peu près régulier avec la Roumanie durant les années 80.

Si tous les pays occidentaux ont été affectés par le coup d'arrêt brutal imposé en 1981 par Nicolae Ceausescu aux achats roumains à l'étranger, les entreprises françaises en ont particulièrement souffert. La France, premier créancier de la Roumanie, ne devait-elle pas supporter plus que les autres partenaires les coupes claires opérées dans les importations ?

Spectaculaire contraction des exportations

Le retour de bâton a donc été rude pour les sociétés hexagonales, qui avaient vu dans la Roumanie un partenaire privilégié, y compris pour celles qui désiraient signer, renouveler ou tout simplement mettre en œuvre de manière efficace les accords de coopération technique signés au cours des années 70.

Résultat, par exemple, a longtemps espéré concéder aux Roumains une licence d'exploitation pour la R-18 comme elle l'avait fait à la fin des années 60 pour la R-12. Ce modèle avait été pendant dix ans produit sous sa houlette dans l'usine de Pitești avant d'être commercialisé sous la marque Dacia. La Régie a dû renoncer.

Citroën, de son côté, n'a jamais réussi à produire plus de trente mille voitures Axel dans son unité Otciro Citroën, au sud de la Roumanie, unité dont la capacité d'assemblage était pourtant cinq fois supérieure. Les problèmes techniques se sont combinés à l'impossibilité de pouvoir importer toutes les pièces détachées nécessaires. La marque aux chevrons a officiellement jeté l'éponge. Ses cadres expatriés ont quitté la Roumanie l'année dernière.

La contraction des exportations françaises vers la Roumanie au cours des dix dernières années a été

spectaculaire. En 1988, la Roumanie a acheté pour 710 millions de francs de marchandises à la France... alors que ces achats étaient trois fois plus élevés en 1981.

La Roumanie est aujourd'hui notre soixante-dix-neuvième client. Mais, dans le même temps, les ventes roumaines à la France ont progressé. Elles s'élevaient à 2,7 milliards de francs en 1988, dépassant très nettement d'un milliard de francs le montant des ventes réalisées par la Roumanie en 1980. Pas étonnant dès lors que le solde commercial franco-roumain soit devenu déficitaire, au point de dépasser les 2,5 milliards de francs en 1987 pour, enfin, se stabiliser.

La réduction des importations en provenance de l'étranger et le maintien forcé des exportations de produits roumains s'expliquent par l'acharnement mis par le Conducator à accumuler les devises nécessaires au remboursement anticipé de la dette extérieure. La Roumanie serait ainsi parvenue, avec trois ans d'avance (les dernières échéances tombaient en 1992) à éteindre 10 milliards de dollars d'engagements contractés soit auprès de banques commerciales, soit auprès de gouvernements occidentaux.

La France a-t-elle, comme d'autres pays occidentaux, bénéficié indirectement des privations infligées à la population roumaine ? En clair, a-t-elle importé des produits agroalimentaires roumains contre des devises ? Ce n'est pas seulement vers l'URSS que de tels produits ont été expédiés. Alors que la production agricole roumaine est légèrement supérieure à la production hongroise (1 million de tonnes contre 800 000), les exportations agricoles de la Roumanie vers l'Union soviétique représentent 30 % du total des produits alimentaires hongrois exportés vers l'URSS.

CAROLINE MONNOT

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'élection de M. Vaclav Havel

Prague fête « Monsieur le président »

PRAGUE de notre envoyé spécial

La capitale de la Tchécoslovaquie s'est offert une Saint-Sylvestre avec deux jours d'avance et a fêté jusqu'au bout dans la nuit du 29 décembre l'élection de Vaclav Havel à la présidence de la République. En dépit du froid mordant qui s'est abattu sur la ville, des milliers de personnes avaient envahi la vieille ville et dansaient au son d'orchestres de musique populaire qui avaient pris place au pied de la statue de Jean Hus. Une foule monolithique dont la nacelle était décorée de portraits de Vaclav Havel s'élevait lentement dans les airs, bientôt rejointe par des feux d'artifice.

Les nombreux touristes venus passer à Prague les fêtes du Nouvel An s'étaient mêlés à la fête, ravis d'avoir un supplément d'animation non prévu dans les voyages forfaitaires vendus en RFA ou au Japon. Certains des hôtes de marque invités à assister à l'élection présidentielle s'étaient eux aussi plongés dans la foule, comme le président portugais Mario Soares, ou encore Pierre Guindon, le secrétaire aux affaires internationales du Parti socialiste venu voir sur place comment le PS français pourrait aider ses amis tchécoslovaques à consolider leur démocratie retrouvée.

Ainsi, avec l'année 1989 s'achève la première phase d'une révolution qui n'a jamais vraiment cessé de prendre des airs de fête. Vendredi matin, dans la grande salle gothique du château du Hradcany, qui porte le nom du roi Vladislav, les députés de l'Assemblée fédérale présidée par Alexandre Dubcek ont élu à l'unanimité M. Havel au poste de chef de l'Etat et des armées après que le chef du gouvernement Marian Calfa, com-

■ RECIFICATIF. — Les Essais politiques de Vaclav Havel, dont il était question dans l'article de Bernard Feron consacré aux œuvres du nouveau chef de l'Etat de Tchécoslovaquie (le Monde du 29 décembre 1989), ont été remis par Roger Errera et Jan Vladislav.

muniste, eut prononcé l'éloge de l'intellectuel engagé de 1968, du fondateur de la Charte 77 et de l'animateur du Forum civique. A 10 h 20, M. Dubcek est allé solennellement chercher le nouvel élu pour l'amener à la tribune de la salle Vladislav afin qu'il prête serment.

Un protocole des plus classiques

C'est un Vaclav Havel un peu emprunté dans ses nouveaux habits qui fit ses premiers gestes présidentiels. Son costume bleu nuit lui avait été offert par les employés de

l'entreprise de mode masculine Adam, qui s'étaient dit : « Il n'est pas possible que Vaclav Havel se fasse élire président dans sa tenue habituelle, pull-over et chemise ouverte. » Le dramaturge s'est fort honorablement comporté dans le rôle d'acteur principal d'une mise en scène protocolaire fort classique : revue des troupes, hommages du corps diplomatique, apparition au balcon pour saluer la foule rassemblée dans la cour du château.

« Je remercie les peuples tchèque et slovaque ainsi que les membres des autres nationalités de m'avoir apporté leur soutien, j'espère que

je ne décevrai pas votre confiance et que bientôt pour moi se tiendront des élections libres. Je vous demande de garder la mesure afin que notre révolution garde son visage intact. » Tel fut le bref message adressé par le nouveau président à la foule compacte qui l'acclamait et dont les cris résonnaient dans la grande cour du Hradcany.

« Maintenant nous pouvons dire : Monsieur le président », pouvait-on lire sur une banderole. Cela signifiait que l'on se réjouissait de ne plus avoir un « président-camarade » membre du Parti communiste, comme ce fut le cas au cours des quarante années passées.

Cela justifiait la présence, parmi les hôtes d'honneur de la cérémonie, des deux petites-filles du premier président de la République tchécoslovaque, Anna et Herberta Mazaryk, et que l'on renoue avec une tradition presque oubliée : la bénédiction du nouvel élu par l'Eglise catholique. Celle-ci lui donna par le cardinal Tomasek dans la cathédrale Saint-Guy, où le prêtre octogénaire s'appuya sur Saint-Paul pour exhorter le nouveau pouvoir à « ne pas faire le mal pour répondre au mal ».

LUC ROSENZWEIG

BULGARIE

L'usage de la langue turque et la pratique de l'islam sont de nouveau autorisés

Le comité central du PC bulgare a décidé au cours d'un plénum, vendredi 29 décembre, de donner aux musulmans la liberté de choisir leur nom, leur langue et leur religion, a annoncé le radio bulgare. M. Stanko Todorov, président de l'Assemblée nationale, et M. Alexandre Lilov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, avaient annoncé la nouvelle, de leur côté, à plusieurs centaines de musulmans rassemblés depuis jeudi matin autour de l'Assemblée pour réclamer le rétablissement de leurs noms musulmans.

Les patronymes des musulmans bulgares avaient été remplacés par des noms slaves en 1971. En 1985, il a été interdit de parler turc dans les lieux publics. La radio a annoncé plus tard que les mesures concernant les minorités entraient immédiatement en vigueur et autorisaient également l'usage de la langue turque et la pratique de l'islam.

« C'est le plus beau cadeau de nouvel an que les Turcs pouvaient recevoir », a déclaré M. Rumén Vodenitcharov, un des porte-parole

de l'opposition. « C'est le début de la fin d'une tragédie qui a commencé dans les années 1960 », a-t-il ajouté.

Sous la direction de l'ex-numéro un, M. Todor Jivkov, limogé le 10 novembre, une politique d'assimilation avait obligé tous les musulmans de Bulgarie, dont 200 000 Pomaks et environ 1,5 millions de Turcs de souche, à prendre des noms bulgares et à renoncer à leur religion.

Radio-Sofia a annoncé que le nouveau numéro un du pays, M. Petar Mladenov, avait évoqué jeudi la question des minorités avec le dirigeant de la communauté musulmane, M. Nedjo Guendiev, et annoncé qu'un projet de loi prévoyant de nouvelles mesures sur les activités religieuses devait être soumis au Parlement.

Quelque 300 000 Bulgares d'origine turque avaient fui la Bulgarie l'été dernier après la répression brutale de manifestations en faveur des droits des musulmans et la mort de plusieurs personnes. — (AFP, Reuters.)

POLOGNE

La nouvelle Constitution ne fait plus mention du rôle dirigeant du PC

Le Parlement polonais a aboli, vendredi 29 décembre, le rôle dirigeant du Parti ouvrier unifié (POUP, communiste) et supprimé les clauses de la Constitution qui définissent la Pologne comme étant un Etat socialiste et « populaire ».

Dans le cadre d'une série d'amendements balayant les vestiges du stalinisme, le Sejm (chambre basse du Parlement) a aussi rétabli le nom de République de Pologne, qui était celui de ce pays avant la seconde guerre mondiale, et la couronne traditionnelle sur l'emblème officiel polonais, l'aigle blanc. Les députés se sont levés et ont chanté l'hymne national après l'approbation de ces changements par trois cent soixante-quatorze voix contre une et onze abstentions.

Ce vote, qui a vu le député du PC et chef du syndicat Solidarnosc unir leur voix, fait de la Pologne le quatrième pays d'Europe de l'Est, après la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la RDA, à déposséder son PC du rôle dirigeant qui était le sien depuis la fin des années 40. Le nouvel article premier de la Constitution affirme que la Pologne est « un Etat démocratique et un Etat de droit appliquant les règles de la justice sociale ». D'autres amende-

ments garantissent la liberté d'entreprise et celle de créer des partis politiques.

Le Parlement avait approuvé, jeudi 28, onze lois sur un programme destiné à instaurer une économie de marché, mis au point par le gouvernement. La législation sur l'économie, qui couvre le secteur bancaire, la fiscalité, les devises fortes, les entreprises mixtes et le droit pour les employeurs de licencier en masse leur personnel, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1990. Le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, avait annoncé que les mesures d'austérité pourraient mettre au chômage 850 000 personnes, soit 5 % de la population active.

Par ailleurs, le ministre américain du Trésor a annoncé vendredi qu'un accord était intervenu sur un prêt à court terme de 500 millions de dollars à la Pologne par plusieurs pays occidentaux. Les Etats-Unis contribueraient à hauteur de 200 millions de dollars à ce prêt octroyé dans l'attente de la mise en place d'un fonds de 1 milliard de dollars pour aider la Pologne à réaliser son plan de réformes économiques. — (Reuters, AFP.)

Le Nicaragua

Le Nicaragua a été déclaré par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un pays non aligné. Cette décision a été prise à l'unanimité lors d'une séance plénière tenue à New York le 29 décembre 1989. Le Nicaragua a été le premier pays d'Amérique centrale à être déclaré non aligné.

L'autosatisfaction de M. Bush

Le président américain George H.W. Bush a déclaré vendredi 29 décembre qu'il était « très satisfait » de la performance de son administration au cours de sa première année en fonction. Il a souligné les succès obtenus dans la lutte contre le terrorisme et la réduction du déficit budgétaire.

M. Bush a également mentionné les relations améliorées avec l'Union soviétique et les progrès réalisés dans la lutte contre le crime organisé. Il a affirmé que son administration continuait de travailler pour améliorer la vie des Américains et pour maintenir la paix dans le monde.

Le président a conclu son discours en déclarant qu'il était fier d'être président des Etats-Unis et qu'il continuerait de servir le pays avec dévouement et honneur.

Ces déclarations ont été faites lors d'un événement officiel à la Maison Blanche, où M. Bush a reçu de nombreux dignitaires et membres du Congrès.

Le discours de M. Bush a été diffusé en direct à la télévision et a été suivi par des millions d'Américains. Il a été accueilli avec enthousiasme par le peuple américain.

AMÉRIQUES

PANAMA : après une intrusion de GI's dans son ambassade

Le Nicaragua expulse vingt diplomates américains

Les quelques vingt-cinq mille hommes de troupes américaines ont beau avoir « nettoyé » le pays comme l'affirme le Pentagone, tandis que la Maison-Blanche se félicite, elle, de « l'excellent travail » effectué par les diplomates du Vatican, pour parvenir à un compromis sur le sort du général Noriega, toujours réfugié à la nonciature à Panama, il n'en reste pas moins que la situation sur place dégenère de jour en jour, et que cette opération « juste cause », si chère au cœur des Américains reçoit de moins en moins de louanges à l'étranger.

Dernier incident en date, après le siège surréaliste de la nonciature, et celui non moins étonnant

de l'ambassade de Cuba : l'« incursion » des GI's à l'intérieur de la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua, vendredi soir 29 décembre. Les soldats américains, après avoir dressé des barrières et bloqué l'accès du bâtiment, auraient demandé à ceux qui se trouvaient à l'intérieur « de sortir à la minute ». L'ambassadeur, qui se trouvait à ce moment-là au siège de sa chancellerie, dans le centre de la ville, a immédiatement accusé les forces américaines « de violer les règles diplomatiques », tandis que prévenu par téléphone à Managua, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, décidait en représailles « d'expulser vingt diplomates américains en poste au Nicaragua », et avait trois jours pour l'exécuter. Cet épisode, des plus rocambolesques, devait s'achever dans la soirée par des « excuses officielles » du colonel américain qui avait mené la perquisition, tandis que convoqués sur place, des

journalistes occidentaux constataient que la « résidence était sans dessus dessous : lits ouverts, placards vides, etc. ». Le seul « butin » sur ce raid étant cinq armes légères qui furent immédiatement rendues à l'ambassadeur.

Bavure ? Maladresse due à l'exaspération créée par l'incertitude qui plane toujours sur le sort du général Noriega ? Il est vrai que depuis le début de l'intervention de nombreuses rumeurs circulent : de « caches d'armes » dans les ambassades de Cuba et du Nicaragua au Panama, où se seraient dissimulés des partisans de M. Noriega. A cet égard, de nouvelles rumeurs ont accompagné, vendredi soir, l'annonce de la découverte « près de la nonciature » de deux civils américains « tués par balles », renseignements pris, il s'agirait de ressortissants américains qui avaient disparu en fin de semaine dernière et dont la disparition avait déjà été signalée au moment des combats. Mais

dans le contexte actuel c'était assez pour que certains voient dans cette découverte, un nouveau « prétexte » à des débordements américains ; la nonciature, dans une lettre très remarquée, n'a-t-elle pas autorisé les troupes américaines à intervenir dans ses locaux si Noriega ou ses partisans « prenaient des armes » ou qu'un « incident regrettable » se produise ?

Les négociations entre Washington et le Vatican

En attendant les négociations précitées entre le Vatican et les Etats-Unis, même si certains diplomates estiment à présent qu'il n'est pas exclu que le général panaméen soit remis entre les mains du gouvernement Endara, qui pourrait le juger sur place, bien que ce dernier fasse tout pour éviter « pareil cadeau ». De source ecclésiastique à Rome, on laisse aussi entendre que M. Noriega pourrait être remis aux Américains « si ces derniers se portaient garants de sa vie ». Aussi le Vatican, tout en traitant pour le premier fois les Etats-Unis de « puissance occupante », a accru ses pressions pour obtenir, comme devait le préciser vendredi un porte-parole du Saint-Siège, « le départ volontaire de M. Noriega de la nonciature », démarche appuyée par l'ensemble de l'épiscopat panaméen qui voit d'un mauvais œil les critiques dont l'attitude « conciliante » jusqu'ici du nonce a été l'objet.

A l'étranger l'attitude américaine continue à décliner réserves et critiques. Et trois jours après avoir « bloqué » en opposant leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution condamnant l'intervention américaine, les Etats-Unis n'ont empêché, vendredi, une résolution dans le même sens devant l'Assemblée générale. Le texte proposé par le Nicaragua et Cuba, à la suite des incidents survenus devant leurs ambassades respectives à Panama « déplore vivement l'intervention américaine », qualifiée de « violation flagrante du droit international et de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats », et réclame le « retrait immédiat des troupes ». Par ailleurs, sept pays latino-américains réunis au sein du « groupe de Rio » ont également dénoncé, vendredi à Mexico l'attitude américaine et son « viol des missions diplomatiques », tandis que dans un communiqué, la guerrilla du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru au Pérou promet « une vague d'attentats contre les citoyens américains » si le pentagone ne fait pas partir ses troupes de Panama.

L'autosatisfaction de M. Bush

Suite de la première page

Le département d'Etat a très peu apprécié que l'Organisation des Etats américains « déplore profondément » une intervention lancée « entre autres raisons » au nom de la défense de la démocratie. Mais, à Washington, on semble considérer avec philosophie ces réactions épidémiques et sans doute de courte durée. Le Pérou, qui dans son indignation avait décidé sur le champ de suspendre sa coopération avec les Etats-Unis dans la lutte contre le trafic de drogue, n'est-il pas déjà revenu à de meilleurs sentiments ?

Dans le reste du monde, l'émotion n'a pas été très grande. Moscou a certes manifesté une claire approbation, mais sans beaucoup insister, et les responsables américains ont fait semblant de croire que quelques explications suffiraient à convaincre l'URSS de son erreur. La fidélité de M^{me} Thatcher n'a pas surpris, mais l'attitude très compréhensive d'un pays comme la France, pourtant d'ordinaire très critique à l'égard de la politique contra-américaine des Etats-Unis, a certainement été également appréciée. Et puis Washington a indubitablement été servi par les circonstances : au moment où Nicolas Ceausescu faisait menacer ses compatriotes pour défendre son pouvoir sous les yeux d'une Europe qui se rongerait d'impuissance, il était difficile de trop reprocher aux Américains de violer le principe de non-ingérence.

Tout s'est donc passé aussi bien que possible. Si bien, même, que cette Amérique plus sûre que jamais de son bon droit, celui du justicier à la poursuite d'un hors-la-loi, a peut-être fini par en faire un peu trop. Le cirque tonitruant organisé autour de la nonciature à Panama n'a pas irrité que le Vatican, qui vient de traiter les Etats-Unis de « puissance occupante ». Un journal comme le Washington Post - qui avait fermement approuvé l'intervention - a dénoncé vendredi 29 décembre en termes très sévères le comportement « grossier et menaçant » adopté par les forces américaines

qui « assiègent » l'ambassade du pape, de même que les tentatives « d'intimider » le Vatican. La Maison-Blanche a d'ailleurs apparemment compris la nécessité de reculer le tir - et ordre aurait même été donné de faire taire les haut-parleurs qui assomment de hard rock les occupants de la nonciature, un ordre qui, vendredi soir, ne semblait toujours pas avoir été suivi d'effet. Dans le même temps, le porte-parole de la Maison-Blanche n'a eu que des mots timides pour le Vatican, « qui fait du bon travail » : « Nous les laissons régler [le problème] comme ils l'entendent », a ajouté M. Fitzwater. Tout récemment encore, certains fonctionnaires de l'administration se plaignaient à quel point « impérieuses » ou « dures » étaient les mises en demeure adressées par Washington au Saint-Siège.

Etalage de pouvoir

Même si on a apparemment compris que la manière forte n'était pas forcément le meilleur moyen de faire fléchir une institution et un pape qui en ont vu d'autres, les Américains ne semblent nullement avoir renoncé à faire étalage de leur pouvoir à Panama, au point de s'introduire en force dans la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua ou de « contrôler » de trop près l'identité des diplomates cubains. A manier trop ostensiblement, après le fusil, le bâton du gendarme, les Etats-Unis ne risquent-ils pas d'« aggraver leur cas » auprès des dirigeants latino-américains qui auraient peut-être été tentés de passer rapidement l'éponge sur une opération chirurgicale destinée à débarrasser l'isthme d'un dictateur compromettant ?

Le président Bush, qui, dans un premier temps, avait multiplié les attentions et les contacts diplomatiques avec les dirigeants

de l'Amérique centrale et du sud, et qui dans le cas du Nicaragua avait adopté une approche beaucoup moins belliqueuse que Ronald Reagan, estime-t-il qu'il n'a plus rien à craindre de ce côté ? Ou bien s'est-il laissé griser par le succès ?

L'attitude qui fut la sienne lors d'une récente conférence de presse, au second jour de l'intervention, laisse en tout cas un peu perplexes. Etait-il nécessaire que le président des Etats-Unis affiche une aussi ostensible bonne humeur et une si parfaite décontraction ? Fallait-il vraiment qu'il se livre à des gamineries alors qu'à Panama des gens, y compris des soldats américains, continuaient à se faire tuer - sans oublier ce photographe espagnol tombé sous des balles américaines (M. Bush a exprimé par téléphone ses regrets au premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, mais deux jours plus tard seulement et après une manifestation de protestation se fit déroulée à Madrid) ?

Ce président porté par l'excitation du moment, de la victoire sur un adversaire qui l'avait trop longtemps provoqué, ce président était-il le même homme qui, onze mois plus tôt, annonçait une Amérique « plus douce et plus gentille », ou même que ce candidat terni qui ne semblait avoir aucune ambition que de régler les affaires courantes de la succession de Ronald Reagan ?

M. Fitzwater, à qui l'on demandait si l'épreuve panaméenne avait révélé un nouveau visage du président Bush, a eu cette réponse : « Le président est toujours le même : audacieux, visionnaire, macho... ». Aux Etats-Unis, les porte-parole du président sont autorisés à avoir de l'humour, et même à se moquer gentiment de leur patron. Mais, au-delà de la bon-tade, M. Fitzwater sait sans doute que M. Bush n'est pas fiché d'apparaître en relief, lui qui l'on croyait en creux. Quitte à en faire un peu beaucoup dans son désir de montrer que le macho de Panama a trouvé plus fort que lui.

JAN KRAUZE

A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

U Nu

en résidence surveillée

L'ancien premier ministre U Nu, et 13 autres personnes ont été placés « sous un ordre de restriction », a annoncé, samedi 30 décembre la radio officielle birmane Radio Rangoon, confirmant apparemment les informations selon lesquelles U Nu avait été assigné à résidence. Selon Radio Rangoon, les 14 personnes concernées par la mesure appartenaient au « gouvernement parallèle » d'U Nu, formé en 1988 peu de temps avant la prise de pouvoir par l'armée. Agé de quatre-vingt-neuf ans, U Nu est le dernier chef de gouvernement élu en Birmanie. Il avait été lui-même démis par un coup d'Etat de l'ancien homme fort du pays, le général Ne Win, en 1982. Le mois dernier, les autorités militaires lui avaient demandé de dissoudre son « gouvernement parallèle », mais U Nu avait refusé. - (AFP.)

COLOMBIE

Arrestation

du « numéro cinq » du cartel de Medellín

Le « numéro cinq » du cartel de Medellín, et l'un des plus proches collaborateurs de Pablo Escobar, José Ocampo, a été arrêté vendredi 29 décembre avec cinq de ses gardes du corps dans la région d'Uraba, à l'extrême nord-est de la Colombie, a annoncé, le jour même le corps de police d'élite chargé de la lutte contre les trafiquants dans le pays.

L'arrestation d'Ocampo, alias « Pelusa » (« Peluche »), a eu lieu dans une propriété du village de Necoclí, dans la province d'Antioquia, par où 80 % de la cocaïne exportée vers les Etats-Unis transitent, selon les services de lutte anti-drogue américains (DEA). Ocampo doit à présent être transféré à Bogota. - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Les attentats au colis piégé revendiqués par une organisation raciste

Un mouvement inconnu a revendiqué, vendredi 29 décembre, deux meurtres à connotation raciste commis ces dernières semaines dans le sud des Etats-Unis et a menacé d'en perpétrer d'autres. Ce groupe, qui s'intitule Américains pour un système judiciaire fédéral compétent, s'est expliqué dans une lettre remise à une station de télévision d'Atlanta (Géorgie). On peut y lire que « chaque viole de femme blanche par des Noirs dans les Etats du sud, trois personnes seront tuées en représailles », dont « un juge

fédéral, un avocat et un militant pour les droits civiques ». Il y a onze jours, un colis piégé avait tué le juge fédéral Robert Vance à Birmingham (Alabama). Deux jours plus tard, c'était l'avocat noir Robert Robinson, membre de l'association nationale pour l'avancement des personnes de couleur (NAACP) - une organisation qui milite pour les droits civiques, - qui recevait à son tour un colis fatal. Le FBI a déclaré, vendredi, qu'il « prenait cette lettre et les menaces qu'elle contient très au sérieux ». - (AFP, Reuter.)

HONGKONG

Quarante blessés dans un camp de « boat-people »

Hongkong (AFP). - Quarante personnes ont été blessées lors d'une intervention de la police locale, à l'aide de gaz lacrymogènes, dans un centre de détention, vendredi 29 décembre contre des Vietnamiens qui tentaient d'empêcher une foule venue à saisir les armes artisanales en leur possession, ont annoncé des responsables de la police. Ces violences, à l'intérieur du centre de détention de Chi-Ma-Wan, se sont produites au lendemain d'une altercation entre Vietnamiens, dans un autre centre, qui avait fait un mort et dix blessés (le Monde du 30 décembre).

Les « boat-people » de Chi-Ma-Wan ont incendié des couvertures des arrivées des forces de police, venues saisir les armes en leur possession, a déclaré M. Timothy Li, porte-parole du gouvernement local. Quarante Vietnamiens ainsi que vingt-six gardes et policiers ont été blessés au cours de cette opération. La police dit avoir arrêté vingt-sept Vietnamiens et saisi quelque sept cents armes dans l'enceinte de ce camp, qui abrite plus de trois mille réfugiés.

NIGERIA

Remaniement ministériel

Le gouvernement militaire a annoncé, vendredi 29 décembre, un remaniement ministériel qui touche notamment les affaires étrangères et la défense. M. Rilwan Lukman, ancien ministre des ressources pétrolières, et par ailleurs président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), succède au général Ike Nwchukwu comme chef de la diplomatie.

Le général Ibrahim Babangida, président de la République fédérale, assurera désormais les fonctions de ministre de la défense. Le général Domkat Bali, qui occupait ce poste, devient ministre de l'intérieur. Le ministère des ressources pétrolières est confié à M. Jibril Aminu, ancien ministre de l'éducation, dont le fauteuil est attribué au Pr Babu Falunwa, président de la Commission fédérale de l'enseignement primaire. - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

Heurts à Jérusalem lors d'une manifestation pacifiste

De violents heurts ont opposé, vendredi 29 décembre, à Jérusalem, quelques trois mille manifestants aux forces de l'ordre israéliennes, à l'issue de la plus importante manifestation pacifiste depuis le début de l'intifada. Plusieurs personnes ont été blessées à coups de matraque. D'autres ont été arrêtées et jetées sans ménagement dans les fourgons de police.

Ces femmes, des Palestiniennes, des Israéliennes et des Européennes, participaient à une marche à l'extérieur des remparts de la vieille ville, de Jérusalem-Ouest à Jérusalem-Est, qui avait pour thème « 1990, année de la paix ». Elles avaient reçu l'autorisation de

se réunir dans le cadre des journées de manifestations prévues ce week-end à Jérusalem par des organisations non gouvernementales (ONG). La police est toutefois intervenue lorsqu'un immense drapeau palestinien a été brandi par de jeunes manifestants qui scandaient : « OLP, oui ! Israël, non ! ».

D'autre part, neuf Palestiniens ont été blessés par balles, vendredi, au cours d'affrontements entre manifestants et militaires dans la bande de Gaza où un Palestinien du camp de réfugiés de Khan Younis a, en outre, été assassiné. Accusé de « collaboration » avec les autorités, Mohamed Abou Chmed, cinquante-six ans, a été tué à

coups de couteau et de hache par cinq hommes masqués. Selon la police israélienne, cet homme serait un délinquant de droit commun. - (AFP.)

LIBAN : poursuite des combats entre milices chiïtes. - Les affrontements, dans le sud du Liban, entre le mouvement pro-syrien Amal et le Hezbollah pro-iranien ont gagné en intensité, vendredi 29 décembre, malgré les tentatives de l'Iran pour mettre fin aux combats. Les deux milices chiïtes se rejettent mutuellement la responsabilité de ces affrontements qui ont fait, depuis une semaine, cinquante-cinq tués et deux cents blessés. - (AFP.)



Van Cleef

POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel valide la loi de finances pour 1990 et le collectif budgétaire de 1989

Un premier ministre par intérim dispose de la plénitude des pouvoirs d'un chef de gouvernement

Le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 28 et le vendredi 29 décembre, a décidé que l'essentiel de la loi de finances pour 1990 et du collectif budgétaire pour 1989 était conforme à la Constitution. Cette conformité était contestée, pour la première, par trois députés : un des députés RPR et UDF, un de l'ensemble des sénateurs de l'opposition, un des députés UDC. Celle du second n'avait été mise en cause que par les sénateurs du RPR.

Conformément à une jurisprudence maintenant bien établie, les neuf sages du Palais-

Royal n'ont pas accepté la tentative, conforme aux habitudes de tous les gouvernements, de glisser dans ces textes budgétaires des dispositions, appelées « cavaliers », qui n'ont rien à y faire. Il a ainsi annulé un « cavalier » dans le collectif et deux dans la loi de finances elle-même. Dans celle-ci, il a aussi déclaré non conformes à la Constitution l'amende prévue en cas de paiement en liquide, par un particulier, d'un achat supérieur à 150 000 francs, l'estimation disproportionnée, et la possibilité, pour l'administration

fiscale, de demander en justice la rectification d'erreur de procédure qu'elle aurait pu commettre, même après l'achèvement du délai de prescription, estimant qu'il y avait là une atteinte à l'égalité de tous devant la loi.

En revanche, le Conseil n'a pas suivi les députés de droite et du centre qui pensaient que l'engagement de sa responsabilité par le gouvernement, en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, ne pouvait être annoncé, à l'Assemblée nationale, que par le premier ministre en personne. Or, du fait de

déplacement à l'étranger de M. Michel Rocard, cette formalité avait été accomplie à plusieurs reprises, à la fin de la session parlementaire, par M. Lionel Jospin, premier ministre par intérim. Cela avait été le cas non seulement pour le budget, mais aussi pour la loi de programmation militaire et pour le texte portant diverses dispositions sur la Sécurité sociale. Le Conseil a reconnu à l'intérimaire toutes les prérogatives de l'habituel titulaire de la fonction.

■ Les conditions d'utilisation du 49-3 : ce point avait été soulevé par les députés UDC, qui en avaient fait le seul motif de leurs recours, les élus de l'UDF et du RPR n'en faisant qu'un élément de leur saisine. Ils expliquaient que la Constitution ne déclarait pas que le gouvernement pouvait engager sa responsabilité, mais indiquait : « Le premier ministre peut après délibération du conseil des ministres... ». Ils ajoutaient que les constitutifs avaient voulu ne laisser cette possibilité qu'au seul premier ministre pour éviter qu'un autre membre du gouvernement ne puisse, comme sous la IV^e République, par une déclaration impulsive, entraîner la chute du cabinet. Ils faisaient d'ailleurs remarquer que, depuis 1958, le premier ministre était toujours venu en personne procéder à cette formalité à la tribune du Palais Bourbon.

Le Conseil constitutionnel leur répond que « l'exercice de la prérogative conférée au premier ministre par le troisième alinéa de l'article 49 n'est soumis à aucune condition autre que celle résultant de ce texte ». Il précise qu'une seule délibération du conseil des ministres est suffisante pour l'ensemble des décisions d'un projet de loi. Il ajoute que le président de la République « pour assurer la continuité de l'action gouvernementale », comme l'y invite l'article 5 de la Constitution, peut charger un ministre d'assurer l'intérim du premier ministre « pendant

l'absence de ce dernier », et que, dans ce cas, ce ministre possède « l'intégralité des pouvoirs attachés à la fonction qui lui [est] confiée à titre intérimaire ».

■ L'article d'équilibre : les sénateurs RPR estimaient que la suppression d'un article du projet créant des ressources à l'État, celui-ci étant repris dans le collectif, aurait dû entraîner, en conséquence, une modification de l'article d'équilibre du budget. Le Conseil répond qu'est exclue « toute contestation d'une disposition qui ne figure pas dans la loi soumise à [son] examen ». Il ajoute que l'article d'équilibre peut tenir « compte des modifications de tarifs décidées par la loi de finances rectificative ».

■ « Cavalier » : comme le souhaitaient les sénateurs RPR, le Conseil estime que la disposition modifiant les conditions de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes, n'a pas d'effet sur les dépenses de l'État. Il confirme donc sa jurisprudence du 30 décembre 1982, sur un objet exactement identique, et annule le paragraphe VIII de l'article 47 du texte.

De même, comme le demandaient les députés RPR et UDF, il annule l'article 120, qui tentait de régler le cas d'un comptable public nommé à la Cour des comptes, car cela « est étranger à l'objet des lois de finances ».

■ Surcharge d'habilitation sur les résidences secondaires : contrairement à

ce que pensaient les députés de droite, l'institution de celle-ci ainsi que son taux ne mettent pas en cause, estime le Conseil, l'égalité de tous devant la loi.

■ Organisme de placement collectif en valeurs mobilières : les députés RPR et UDF avaient été sensibles aux plaintes des organismes financiers qui contestaient la suppression, à compter du 1^{er} janvier 1989, de l'exonération de l'impôt sur le revenu des primes de remboursement distribuées ou réparties par ces organismes (le Monde du 27 décembre). Le Conseil répond que la suppression d'une exonération fiscale n'étant pas une sanction le principe de non-rétroactivité des peines ne peut s'appliquer. Il ajoute que « la suppression d'une exonération fiscale, qui est apparue comme une source d'évasion fiscale, ne saurait être regardée comme portant atteinte à la liberté d'entreprendre des établissements financiers ».

■ Rectification des erreurs de l'administration : un amendement du groupe socialiste avait fait décider, pour accroître les moyens de lutte contre la fraude fiscale, que l'administration pourrait demander au juge des impôts le droit de rectifier des erreurs qu'elle aurait pu commettre, même après l'achèvement du délai de prescription. Suivant partiellement les remarques des parlementaires de droite, le Conseil constate que, si les droits de la défense sont bien respectés, il n'en va pas de même du principe d'égalité puisque

« dès lors l'administration se voit autorisée, à sa seule initiative et à l'occasion de la rectification d'une erreur dont elle est l'auteur, à intervenir à l'égard de bénéficiaire d'une prescription déjà acquise selon la loi existante, alors que cette partie était en droit de s'en prévaloir à l'égard de tout autre contribuable ». Le Conseil décide donc qu'est contraire à la Constitution cette possibilité de rectification d'erreur « nonobstant l'expiration éventuelle des délais de prescription » et « à tout moment ».

■ Taxe sur les immeubles possédés par des sociétés étrangères : cette taxe a été instituée par la loi de finances pour 1983 afin d'éviter une fuite devant l'impôt sur les grandes fortunes grâce à l'utilisation de paradis fiscaux. Seulément, la Cour de cassation en a limité la portée, ce qui a amené les députés socialistes à durcir l'interprétation de ses conditions d'application. Contrairement aux députés de droite, le Conseil ne trouve rien à redire à cela, estimant qu'il n'y a pas atteinte aux principes de non-rétroactivité. Il ajoute, puis-que se pose un problème de respect de l'unité de l'État fiscal, que, lorsqu'il est saisi sur la constitutionnalité d'une loi, « il ne lui appartient pas (...) d'examiner la conformité de celle-ci aux stipulations d'un traité ou d'un accord international ».

■ Règlement par chèque : le texte de la loi prescrit l'interdiction, pour un particulier, de régler en liquide des achats d'un montant supérieur à

150 000 francs. Il ajoute que les infractions seront sanctionnées par une amende fiscale de 25 % des sommes réglées en fraude. Si le Conseil estime que l'obligation d'accepter des billets de la Banque de France n'a pas valeur constitutionnelle, il considère, comme les députés de droite, qu'une amende de cette importance devient une sanction et qu'à ce titre elle doit respecter l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme, selon lequel « la loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires ». Il ajoute que le recouvrement par un timbre ne respecte pas les droits de la défense. Conformément à la jurisprudence, établie le 30 décembre 1987, lorsque la loi avait voulu pénaliser, dans des pro-

portions disproportionnées, la publication des revenus d'un contribuable (amendement du Canard enchaîné), le Conseil décide que cette disposition est contraire à la Constitution.

■ Taxe sur les bureaux en Ile-de-France : contrairement aux sénateurs du RPR, le Conseil estime que cette taxe, instituée dans le collectif, remet en cause le principe de l'égalité entre les régions et le caractère d'un impôt local propre à la région parisienne.

■ Domaines de Nouvelle-Calédonie : en revanche, sans en avoir été saisi, le Conseil constate que la disposition de ce collectif prévoyant l'intégration de certains domaines de Nouvelle-Calédonie dans les corps métropolitains, n'a pas sa place dans une loi de finances. Il l'annule donc.

COMMUNICATION

Télématique

Le groupe suisse CI Com prend le contrôle du serveur CVS

La Compagnie internationale pour la communication (CI Com), groupe suisse présidé par M. Jean-Claude Nicole, vient d'acquiescer 4 % de son capital contre la majorité du capital de la société française Cobati. Celle-ci contrôle trois sociétés de télématique implantées à Paris, AZ Télématique, Wilrick et Komodo, qui exploitent sous le nom de CVS un des principaux serveurs français, avec un chiffre d'affaires prévu de 76 millions de francs en 1990.

AB-X, la filiale spécialisée de CI Com qui réalise l'opération, poursuit ainsi son implantation en France, où elle possède déjà une filiale de service, Prominente-France. AB-X est également la société mère de « Saisinet », premier service privé de télématique en Suisse, et commence à s'implanter au Canada. Le groupe CI Com est l'éditeur du quotidien la Suisse, et avec ses trois branches, médias, distribution, communication, devrait réaliser en 1989 plus de 630 millions de francs suisses de chiffre d'affaires.

Les prérogatives de l'exécutif

par Thierry Bréhier

Le Conseil constitutionnel a été créé pour protéger l'exécutif d'excess de pouvoir du législatif, dont la IV^e République avait donné le triste exemple. Malgré son évolution qui en fait de plus en plus le gardien des droits fondamentaux du citoyen, il n'a pas oublié cette vocation première. Sa décision sur la conformité à la Constitution de la loi de finances pour 1990 en apporte la confirmation.

Le recours systématique et quasi banal à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution est contraire à la volonté de ses pères fondateurs. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux travaux préparatoires de la Constitution. Les neuf sages du Palais-Royal avaient l'occasion de donner un coup d'arrêt, puisque les députés du centre et de la droite faisaient remarquer que la proclamation de l'engagement de responsabilité du gouvernement par un premier ministre intérimaire n'était conforme ni à l'esprit ni à l'usage de la loi fondamentale.

Fidèle à sa tradition, qui le conduit à réduire toute référence aux « travaux préparatoires », puisque ceux-ci n'émanent pas du constituant lui-même — c'est-à-dire du peuple français — et qui l'amène à ne toucher qu'avec précaution à la procédure parlementaire, le Conseil

n'a voulu se prononcer qu'en droit strict. Sans le dire, il s'est appuyé pour ce faire sur la jurisprudence du Conseil d'État qui, depuis un arrêt de 1965, reconnaît au ministre intérimaire tous les pouvoirs du ministre qu'il remplace et qui, par un arrêt du 31 octobre 1981, a confirmé que le président de la République avait la possibilité de confier l'intérim du chef du gouvernement à un autre ministre.

En ne prévoyant aucune limite à l'utilisation du 49-3, le Conseil constitutionnel a rendu un fier service au gouvernement minoritaire de M. Michel Rocard. Mais l'ensemble de sa décision est tout aussi prometteur pour ceux qui lui succéderont à l'hôtel Matignon.

Certes, il a annulé trois « cavaliers budgétaires », mais il aurait pu être plus sévère. Le projet de loi de finances a presque doublé de volume au cours de la procédure parlementaire.

Le refus de limiter le droit d'amendement permet ainsi de laisser intégrer dans un texte en discussion des dispositions qui pourraient (ou qui devraient) constituer à elles seules un vrai projet de loi. Les seuls bénéficiaires de cette largesse sont, encore une fois, le gouvernement et sa majorité. Décidément la Constitution n'est pas faite pour l'opposition.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

ENTRE Toulouse et Pyrénées et jusqu'à la Méditerranée, il est arrivé que l'on assimile, un peu hâtivement, toute opposition au vieux centralisme français à la mentalité cathare. N'est-on pas allé jusqu'à chercher dans les élections présidentielles de la IV^e République les traces d'un vote cathare, de la même façon que l'on a cherché du côté des Cévennes un vote protestant ? C'est oublier que la religion réformée est toujours vivante et, par là, capable de fonder des comportements sociaux, surtout dans les régions où elle s'était réfugiée, tandis que l'hérésie cathare n'a pas survécu au-delà du Moyen Âge.

Qu'en reste-t-il dans la culture contemporaine, si ce n'est une interrogation métaphysique sur la justification du principe du Mal et, peut-être, l'acceptation plus familière du néant, ou de l'absurde, que l'on peut situer dans la postérité du dualisme cathare ? On ne saurait sérieusement évoquer, aujourd'hui, une composante politique cathare, ce qu'elle fut pourtant, en son temps, parallèlement à sa dimension première qui était religieuse.

Aussi bien, s'intéresser de nos jours à l'hérésie cathare, c'est tenter de comprendre un peu longtemps occulté de l'identité française et, à travers la chronique historique, visiter un passé politique, non pas méconnu, mais dont la connaissance n'avait pas été jusqu'à ces dernières années, vraiment vulgarisée.

Journaliste du quotidien, Michel Roquebert s'est fait historien pour retracer dans le détail l'épopée cathare, dont il livre le quatrième tome sous le titre : *Mourir à Montségur*. Les trois volumes précédents avaient raconté le déroulement de la Croisade albigeoise, celle où s'est illustré Simon de Montfort ; le quatrième, qui ne sera

Les cathares pour mémoire

pas le dernier, décrit l'ultime croisade qui s'achève avec le traité de paix imposé par Louis IX à Raymond VII, comte de Toulouse, en 1243, année à partir de laquelle, note Michel Roquebert, le Languedoc devint politiquement français.

Sur ce fond historique, *Mourir à Montségur* est aussi, et surtout, l'histoire d'un site impressionnant et des gens qui y vécurent pendant quarante ans en défiant les deux plus grandes puissances de leur temps, l'Eglise et le roi. Michel Roquebert se défend de proposer une « thèse » de Montségur : il a pour ambition de raconter « avec le maximum de précision ce qui s'est réellement passé et de connaître du plus près possible les hommes et les femmes qui y ont vécu ». Jusqu'à ce que plus de deux cents d'entre eux périrent dans les flammes du bûcher de l'inquisition.

C'est la très minutieuse et formaliste inquisition qui a fourni les pièces du dossier, ces milliers d'interrogatoires que Michel Roquebert continue de déchiffrer et qui font revivre la société languedocienne de la première moitié du treizième siècle.

A la lecture de ces témoignages de première main, on reste confondu devant ce mélange de simplicité rustique et de haute spiritualité qui caractérisait les moeurs du temps. Les prédicateurs cathares, les parfaits et les parfaites, vivaient à la fois à l'écart, dans leurs « maisons », comme à Montségur, et « en constante osmose avec tous leurs parents demeurés simples croyants ».

Ils devaient travailler de leurs mains en même temps qu'ils apportaient l'assistance spirituelle et morale. « La religion », écrit l'auteur, « est venue comme tradition familiale, soumise aux influences prédominantes des femmes et tout particulièrement des grandes-mères, élites de conscience de tout leur lignage ».

On comprend combien ce paléo-christianisme, qui offrait de nouvelles voies de salut, qui niait la puissance temporelle, qui introduisait un autre rapport à l'argent, qui ne prêchait que par l'exemple du renoncement, risquait, face à une Eglise catholique largement impliquée dans le système féodal et foncier, collective d'impôts, exploitant le travail humain, aborant ses privilèges, de devenir la religion dominante de la région.

La réponse de l'Eglise ne sera pas que pastorale : elle sera aussi durement répressive dans sa reconquête du terrain et des âmes. Les Croisades et l'Inquisition ont cruellement sévi. Cette dernière a institué là, à cette époque, ce que l'on a appelé plus tard « les lavages de cerveau », affreuse expression ; elle a instauré la délation « comme preuve incontournable de l'adhésion totale à l'idéologie », observe Michel Roquebert ; elle a voulu que l'hérétique reconnaisse son erreur, se repente et consente « librement » à la peine qu'il méritait.

Toutes les horreurs de procès politiques plus récents étaient déjà découvertes et appliquées ! Et c'est parce qu'ils peuvent toujours se reproduire que ces crimes de l'Histoire ne doivent pas être masqués. Retenons, au moins, des cathares que le Mal existe et qu'il vaut mieux le savoir si l'on veut le combattre.

► *Mourir à Montségur*, par Michel Roquebert. Privat, 512 pages, 280 F.

L'ex-FLNC appelle au développement de « la lutte armée » en Corse

L'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse) a organisé, vendredi 29 décembre, une conférence de presse clandestine dans le maquis de Corse-du-Sud — la première depuis que, le 31 mai 1988, il avait annoncé une trêve des attentats — pour s'affirmer prêt à « développer la lutte armée » afin d'obtenir « l'autodétermination du peuple corse ». Cette initiative ne remet pas en cause la trêve, affirme le FLNC.

L'organisation, qui a présenté son « projet de société pour la Corse », déclare : « Force est de constater qu'au-delà des apparences, le colonialisme aggrave la situation (...). Pour l'essentiel, la logique d'une Corse vouée à la spéculation dans le tourisme ne sera pas remise en cause par les gouvernements français, car elle est dans la logique de la construction de l'Europe du capital (...). Toutes formes d'agression à nos intérêts collectifs seront fermement combattues par notre organisation (...). Partisans de la démocratie pour notre peuple (...), il est une seule contrainte que nous acceptons, celle de développer, et nous seuls, la lutte armée contre le système (...). Nous préconisons la rupture avec le capitalisme assorti de l'édification d'un socialisme original. Un socialisme qui ne saurait consister en une version plus ou moins corsisée de la social-démocratie, ni en une transposition, même édulcorée, du système socialiste bureaucratique, autoritaire et brutal, qui a fait faillite ».

L'ex-FLNC s'était distingué, ces derniers mois, par l'organisation de plusieurs attentats contre des ensembles immobiliers à caractère « spéculatif ». Il avait exigé des « affairistes corses » qu'ils « choisissent leur camp ».

Le Monde

PUBLIÉ PAR LE GÉNÉRAL-CAUDRONNIER

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344

JUSTICE

L'enquête sur

Ludovic

L'homicides v

« L'enquête sur Ludovic », le roman de Michel Leclercq, paru chez Grasset, est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre d'une enquête policière. Le roman raconte l'histoire d'un homme, Ludovic, qui est victime d'un homicide. L'enquête est menée par un détective, qui cherche à découvrir les circonstances de la mort de Ludovic. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant pour les lecteurs qui aiment les enquêtes policières.

BORDEAUX

« L'enquête sur Ludovic », le roman de Michel Leclercq, paru chez Grasset, est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre d'une enquête policière. Le roman raconte l'histoire d'un homme, Ludovic, qui est victime d'un homicide. L'enquête est menée par un détective, qui cherche à découvrir les circonstances de la mort de Ludovic. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant pour les lecteurs qui aiment les enquêtes policières.

FAITS DIVERS

Mort d'un dou

après la fusill

« L'enquête sur Ludovic », le roman de Michel Leclercq, paru chez Grasset, est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre d'une enquête policière. Le roman raconte l'histoire d'un homme, Ludovic, qui est victime d'un homicide. L'enquête est menée par un détective, qui cherche à découvrir les circonstances de la mort de Ludovic. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant pour les lecteurs qui aiment les enquêtes policières.

Protestations

après l'attentat

de Montfermeil

« L'enquête sur Ludovic », le roman de Michel Leclercq, paru chez Grasset, est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre d'une enquête policière. Le roman raconte l'histoire d'un homme, Ludovic, qui est victime d'un homicide. L'enquête est menée par un détective, qui cherche à découvrir les circonstances de la mort de Ludovic. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant pour les lecteurs qui aiment les enquêtes policières.

« L'enquête sur Ludovic », le roman de Michel Leclercq, paru chez Grasset, est une œuvre de fiction qui se situe dans le cadre d'une enquête policière. Le roman raconte l'histoire d'un homme, Ludovic, qui est victime d'un homicide. L'enquête est menée par un détective, qui cherche à découvrir les circonstances de la mort de Ludovic. Le roman est écrit dans un style simple et direct, et il est très intéressant pour les lecteurs qui aiment les enquêtes policières.

Sécurité sociale, RMI, poste, carburants

Les augmentations du 1^{er} janvier

Traditionnellement, un certain nombre de prestations et de cotisations sociales sont relevées à l'occasion du 1^{er} janvier. Voici ce qu'il en est pour les plus importantes d'entre elles.

● **Sécurité sociale.** — Le plafond mensuel passe de 10 540 F au 1^{er} janvier à 10 800 F au 1^{er} janvier, soit une augmentation de 4,45 % en un an.

● **Allocations familiales.** — En augmentation de 2,24 %, la base mensuelle qui sert au calcul des prestations familiales est relevée de 1 807,90 F au 1^{er} janvier à 1 848,40 F. Les allocations familiales sont ainsi portées à 592 F pour deux enfants, à 1 350 F pour trois enfants et à 2 107 F pour quatre enfants. Le complément familial est de 770 F. L'allocation pour jeune enfant de 850 F et l'allocation parentale d'éducation de 2 636 F, l'allocation aux adultes handicapés s'élevant à 2 893,33 F.

● **Retraite.** — Les pensions de retraite du régime général de la Sécurité sociale et les prestations FNE sont augmentées de 2,15 %. Les préretraités de garantie de ressources le sont de 1,6 %.

● **Minimum vieillesse.** — Le montant minimum de la pension de vieillesse pour les personnes ayant cotisé pendant cent cinquante trimestres est porté à 2 771,81 F par mois. Pour celles qui n'ont pas

versé de cotisations, dont celles qui reçoivent l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS) et le Fonds national de solidarité, ce montant minimum est porté à 2 893,33 F, la majoration pour conjoint étant de 2 635 F. À condition que les ressources personnelles soient inférieures à 2 968,33 F pour une personne seule et à 5 191,66 F pour un couple. L'allocation de veuvage, revalorisée de la même façon, passe à 2 653 F pour la première année, à 1 743 F pour la deuxième et à 1 327 F pour la troisième.

● **Retraites complémentaires.** — Les cotisations de l'AGIRC, qui regroupent les cinquante-six caisses de retraite complémentaires des cadres, augmentent en moyenne mensuelle de 14 F pour le cadre et de 25 F pour l'employeur. La valeur du point qui sera versé au retraité est relevée de 2,35 % et est donc portée à 2,093 F, soit à 3 % de plus en un an.

● **Poste.** — À compter du 1^{er} janvier, le timbre-poste passe de 2,20 F à 2,30 F pour la lettre ordinaire et de 2 F à 2,10 F pour les plus non urgents. En revanche, les tarifs internationaux baisseront de plus de 2 %.

● **Carburants.** — En raison du relèvement de 2,4 % de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), les prix de l'essence devraient augmenter de 8 centimes par litre.

● **Médicaments.** — Les médicaments remboursés par la Sécurité sociale seront un peu moins chers, le taux de TVA qui leur était appliqué passe de 5,5 % à 2,1 %.

● **RMI.** — Le revenu minimum d'insertion (RMI) est revalorisé de 2,7 % au 1^{er} janvier. En conséquence, son montant passe de 2 025 F à 2 080 F pour une personne seule sans ressources. Pour une seconde personne, le total de l'allocation est porté de 3 037,50 F à 3 120 F. Pour un bénéficiaire supplémentaire, la prestation additionnelle sera désormais de 624 F contre 607,50 F. Une nouvelle revalorisation du RMI interviendra le 1^{er} juillet 1990. Une personne seule percevra alors 2 110 F.

● **HLM.** — Les loyers HLM sont relevés en moyenne de 2,5 %. ● **Téléphone.** — À compter du 1^{er} janvier à 24 heures, le tarif interurbain du téléphone baissera de 5,9 %.

● **Précédemment.** — Précédemment fixé à 29 F, le forfait hospitalier passe à 31 F par jour.

La société exploitante augmente son capital

De l'argent frais pour Astérix

Le pari Astérix vivra. En proie à des difficultés financières, la société exploitante vient d'achever l'augmentation de son capital. La totalité des vingt groupes composant l'actionnaire y ont souscrit, manifestant ainsi leur soutien au plus important parc de loisirs français (1,3 million d'entrées en 1989, première année d'ouverture). Il n'a donc pas été utile de faire appel à des capitaux extérieurs.

Les six groupes actionnaires, Accor, Générale des Eaux, Barclays Bank, Dumez, Garantie mutuelle des fonctionnaires et l'UAP détiennent désormais 70 % du capital, qui passe de 325 à 479 millions de francs.

Les deux tiers de l'argent apporté serviront à accroître la capacité d'accueil du parc situé à Plailly (Oise), près de l'aéroport Charles-de-Gaulle, et des restaurants. La capacité maximale du parc, saturé certains week-end, sera ainsi portée de 18 000 à 23 000 personnes. Le reste des capitaux apportés servira à combler le déficit d'exploitation du premier exercice. Astérix ouvrira ses portes le 4 avril prochain.

Après une bataille avec le groupe Fiat

Le Crédit agricole s'assure définitivement 10 % du capital d'Ambroveneto, première banque privée italienne

Juste avant la fin de l'année, les négociations engagées il y a deux mois pour permettre au Crédit agricole de racheter 10 % de la banque italienne Ambroveneto (*le Monde* du 24 octobre) ont débouché sur un compromis qui permet à la « banque verte » de consolider son achat et d'entrer officiellement dans le conseil d'administration de cet établissement.

Il y a deux mois, le Crédit agricole avait acquis, pour 1,3 milliard de francs, la participation de 13 % que détenait dans le Nuovo Banco Ambrosiano (NBA) la Banque populaire de Milan, filiale catholique de Veneto pour former la banque Ambroveneto.

Mais, immédiatement, la bataille s'engageait avec le groupe Fiat, qui à travers sa filiale Gemina, deuxième actionnaire du NBA avec 12 % environ du capital, nourrissait l'ambition de faire rentrer les Generali, numéro un de l'assurance italienne, et de rapprocher ledit NBA de la Banca commerciale italiana (COMIT), l'une des principales banques publiques du pays.

Le syndicat d'actionnaires contrôlant NBA, à savoir la Bas-

que populaire de Milan, les Banques de Vénétie, la Banca di San Paolo de Brescia, notamment, ne tendaient pas de cette oreille, se souciant peu de voir entrer dans le jeu l'ogre générali. Ce fut donc l'affrontement, avec blocage des fameux 13 % par la justice milanaise, des discussions ardues et, finalement, un accord « à l'italienne ».

Les 13 % de MBA, devenus 10 % après la fusion précitée, sont parjures entre les Generali, qui en reçoivent la moitié, soit 5 %, et le Crédit agricole, qui retrouve ses 5 % primitifs en ajoutant les 5 % achetés en Bourse entre-temps. Il pourra monter à 12 %. La « banque verte » devient membre du syndicat de contrôle d'Ambroveneto, avec ses trois cent trente guichets implantés en Lombardie-Vénétie, cœur de l'Italie industrielle, et ses six mille sept cents employés.

Le Crédit agricole assurera la représentation internationale de l'établissement et sera associé à sa gestion, réalisant ainsi une partie du programme exposé à l'automne dernier par son président, M. Yves Barsalou, et son directeur général, M. Philippe Jaffré.

F. R.

De concierges en gardiens

Etrenees à la carte

Ringardes, démodées, imméritées, les étrenees des concierges ? Pas du tout, dit le Syndicat national indépendant des concierges d'immeubles et concierges, dans un communiqué publié vendredi 29 décembre : « La remise d'étrenees aux concierges n'est pas obligatoire, mais c'est une coutume dont la survie est tout à fait normale. » Et d'ajouter : « En règle générale, les locataires satisfaits de leurs concierges, pour les nombreux petits services rendus en cours d'année, versent des étrenees d'un montant égal à 10 % du loyer mensuel. » Quant aux copropriétaires, ils doivent se « baser sur la valeur locative » pour calculer leur contribution volontaire.

Il n'est pas sûr du tout que les généreux donateurs intéressés soient d'accord. Le temps est loin où la « bigorne » montait vaillamment la garde, nuit et jour, dans les immeubles, « donnait le cordon » (entendez : ouvrait la porte, grâce à un cordon pendu au-dessus de son lit) aux noctambules impénitents, encaissait les loyers et veillait à la bonne tenue générale de cette micro-collectivité, en se contentant pour vivre d'une loge exiguë et souvent sans lumière. Les grands ensembles ont fait naître la notion nouvelle de « gardien », avec horaires affichés, logements convenables, services limités et protection sociale obligatoire.

Dans bien des immeubles parisiens, la loge a été louée, à prix d'or, et le facteur dépose le courrier directement dans les boîtes aux lettres, des sociétés de service assurant ménage et entretien...

Beaucoup de ces nouveaux concierges sont des immigrés (Espagnols, Portugais, Marocains...) et leur gentillesse n'a parfois pas de limites, suivant pas à pas le releveur de compteurs de gaz et d'électricité, prenant paquets et recommandés. Le salaire minimum est de 5 133 F, le logement n'est pas toujours gratuit et les horaires sont parfois très élastiques.

Les étrenees, en fait, restent une affaire personnelle entre le concierge et l'habitant de l'immeuble, et n'ont pas à être quantifiées, la pitié devant trouver sa juste sanction dans la disparition des services supplémentaires... Des étrenees à la carte ?

JOSÉE DOYÈRE

Grand pont pour les fêtes aux Pays-Bas

Quand les Néerlandais lèvent le pied

LA HAYE

de notre correspondant
En 1989, l'économie néerlandaise a tourné à plein. Les exportations ont atteint la valeur record de 230 milliards de florins, soit l'équivalent de 700 milliards de francs (+ 14 % par rapport à 1988). Confiant dans l'avenir, le ministre du Commerce extérieur prévoit que les exportations rapportent aux Pays-Bas 250 milliards de florins en 1990.

Est-ce pour reprendre leur souffle avant une nouvelle année très active que les Néerlandais sacrifient actuellement en masse au rite des vacances de Noël ? Eux, d'ordinaire champions de l'étalage des congés, semblent s'être donné le mot pour lever collectivement le pied.

Signe des temps : la « bonchons » qui, matin et soir, transforme Utrecht-Rotterdam-La Haye-Amsterdam en un gigantesque périphérique bloqué est disparu dès le vendredi 22 décembre. De leur côté, les chaînes de fer nationales ont supprimé un certain nombre de trains habituellement empruntés par la population active puisque celle-ci a majoritairement débrayé.

Les magasins ont posé leur truelle pour dix jours et, avec eux, l'ensemble des métiers de la construction. Même situation chez le constructeur aéronautique Fokker, dont les résultats commerciaux ont largement fait pencher du bon côté le fléau de la balance commerciale. Pour la première fois depuis plusieurs années, on n'a pas travaillé la nuit de Noël et le Jour de l'an.

Le secteur public n'est pas en reste : plusieurs ministères tournent à l'arrêt et le ministère du Bien-être, de la santé et de la culture a même complètement fermé ses portes.

Le calendrier explique en grande partie ce phénomène qui, sans être inhabituel, a pris un caractère surprenant par son ampleur. Le 26 décembre est traditionnellement férié. Ce « deuxième jour de Noël », comme on l'appelle ici, tombant cette année un mardi, peu de Néerlandais ont résisté à la tentation du « super-jour », en prévision duquel ils avaient soigneusement réservé quelques jours de congés supplémentaires prévus par la plupart des conventions collectives au titre de la réduction du temps de travail.

CHRISTIAN CHARTIER

Après la mise en règlement judiciaire de ses brasseries

Les difficultés s'accumulent pour l'homme d'affaires australien Alan Bond

La mise en règlement judiciaire des brasseries de l'homme d'affaires australien Alan Bond pourrait mettre en danger l'intégrité de l'empire industriel qui porte son nom et précipiter sa chute, a laissé entendre un haut responsable de la entreprise, vendredi 29 décembre.

La décision de justice, prise à la demande de la National Australia Bank (NAB) agissant pour le compte d'un groupe de banques créancières de 4 milliards de francs vis-à-vis de Bond Corp., est intervenue malgré des tentatives de dernière minute. Bond Corp. Holdings Ltd avait en effet essayé de vendre ses activités de brasserie à sa filiale Belle Resources Ltd.

Selon NAB, la Cour suprême de Victoria a désigné David Crawford et C.A. Fear, du groupe Peat Marwick Hungerfords, administrateurs judiciaires chargés de diriger les six filiales de Bond Corp. engagées dans la brasserie. M. Peter Lucas, représentant la direction de Bond Corp., a estimé que cette décision — prise alors que M. Bond est absent puisqu'il dispute une course maritime — est « absolument terrifiante ». « Cela pourrait mettre en danger toutes les activités du groupe. »

Un autre responsable de Bond Corp., G. K. Baker, a déclaré dans un communiqué que le groupe ferait « tout ce qui est en son pouvoir » pour alléger cette mise en règlement judiciaire. (AFP.)

REPÈRES

AIDE
Un crédit-relais pour la Pologne
Un accord final est intervenu pour un prêt à court terme de 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) destiné au plan de réformes économiques lancé par les autorités polonaises, a annoncé vendredi 29 décembre, le département américain du Trésor. La contribution des États-Unis à ce prêt — octroyé dans l'attente d'un fonds d'aide de 1 milliard de dollars — sera de 200 millions de dollars.

Par ailleurs, la Diète polonaise a adopté vendredi le plan d'assainissement élaboré par M. Leszek Balcerowicz, ministre des finances. Celui-ci prévoit la privatisation d'entreprises publiques, la convertibilité du zloty, la suppression des subventions, la liberté des prix, l'encadrement des salaires, la création d'un système bancaire, la réforme de la fiscalité et la création d'un marché libre des actions. Son objectif est de remédier à l'hyperinflation (900 % actuellement) et au déficit budgétaire qui atteint 1 milliard de dollars.

AUTOMOBILE
Bonne année 1989 pour les constructeurs européens
La production et les exportations de l'industrie automobile française ont continué de croître en novembre mais à un rythme nettement ralenti, selon les statistiques définitives de novembre publiées vendredi 29 décembre par la chambre syndicale des constructeurs automobiles (CSCA).

General Motors, premier constructeur automobile américain, a annoncé, jeudi 28 décembre, un nouveau plan de réduction de ses activités qui se traduira par la suppression de trois mille deux cents emplois de production dans trois de ses chaînes d'assemblage en Amérique du Nord. General Motors envisageait déjà de supprimer des postes de travail en janvier dans vingt-huit des trente-quatre chaînes d'assemblage en production n'étaient sans doute pas suffisantes au regard d'un niveau de ventes particulièrement

faible tout au long du quatrième trimestre de 1989.

Le porte-parole du constructeur américain, M. Searbrooks, a déclaré que ces réductions d'activités avaient été décidées pour une période indéfinie. En fait, c'est tout le secteur automobile américain qui est en difficulté, depuis l'automne dernier, confronté à une crise de débouchés aggravée par la montée en puissance des usines japonaises installées aux États-Unis.

COMMERCE EXTÉRIEUR
Aggravation du déficit de l'Italie

La balance commerciale de l'Italie a été très déséquilibrée en novembre : de 1 928 milliards de francs (18,8 milliards de dollars) contre 388 milliards de francs en octobre 1989 (1,7 milliard de francs) et 1 133 milliards de francs (5,2 milliards de francs) en novembre 1988. En un an, les exportations progressent de 7,4 % tandis que les importations augmentent de 11,9 %.

Ce mauvais résultat, survenant après beaucoup d'autres, porte à 17 241 milliards de francs le déficit du commerce extérieur italien pendant les onze premiers mois de l'année. Ce chiffre dépasse de 4 600 milliards de francs le déficit enregistré pendant la même période de 1988.

La dégradation des échanges extérieurs de l'Italie explique — avec une inflation avoisinant les 8 % et un lourd déficit public — les attaques dont la lire est l'objet et les rumeurs de dévaluation qui circulent à son sujet (voir par ailleurs en rubrique changes).

Vive activité boursière autour de Perrier

L'intérêt, manifesté par les milieux boursiers autour de la société Exor (le principal actionnaire du groupe Perrier), s'est poursuivi vendredi 29 décembre avec l'annonce par Soparxo — société contrôlée par M. Corinne Mentzelopoulos, l'héritière des magasins Félix Potin — que celle détenait 27,7 % de son capital.

Soparxo a toutefois souligné que l'actionnaire d'Exor ne s'en trouvait pas modifié. M. Mentzelopoulos apportant les actions qu'elle possédait personnellement — et qu'elle n'avait pas l'intention de prendre le contrôle d'Exor.

Exor — qui possède également le célèbre château-musée, une participation de 2,74 % dans la Compagnie financière de Suez et est présent dans le parc Astérix — avait une valeur d'inventaire, pour ses divers placements en actions, de 2 265 milliards de francs au 31 juillet dernier. La société a réalisé, au cours de son dernier exercice, un bénéfice net consolidé (avec Perrier) de 374,6 millions de francs.

Le communiqué de la Soparxo risque de renforcer les rumeurs sur l'avenir de Perrier (1,244 milliard de bénéfices pour l'exercice se terminant le 30 juin dernier) fréquemment citée parmi les sociétés françaises les plus facilement « opéables », jeudi, 22 000 titres avaient été échangés et 31 000 la veille.

Jean-Marie Chauvier

URSS : Une société en mouvement

Un choc très violent avec le régime en cours de dislocation. Rénard FERON, Le Monde, 10 décembre 1989.

éditions de l'aube

MURS, MURS

NUMERO SPECIAL

BERLIN

FAIT LE MUR

43 54 13 92

ÉCONOMIE

SOCIAL

Quatorze mille bénéficiaires en sept ans

La préretraite progressive n'a pas connu le succès escompté

Permettre à des salariés âgés de ne plus travailler qu'à mi-temps, et favoriser ainsi l'embauche de jeunes ou de chômeurs, semblait être une bonne idée que l'homme de la rue, comme le responsable politique, carresse dès que l'on cherche une solution à l'augmentation du chômage. Régulièrement, on prétend la réinventer, alors qu'elle existe depuis 1982, sous le nom de préretraite progressive, et depuis 1987, sous celui de préretraite à mi-temps.

Seulement voilà, cette solution de bons sens ne marche pas, ainsi qu'en témoignent les statistiques établies par le ministère du travail qui a fait, en décembre, le bilan de sept années de tentatives. En moyenne, en 1988, 8 950 salariés, seulement, bénéficiaient de la formule qui, avec des règles diverses, assure le versement d'à peu près 30 % de l'ancien salaire, en plus de la rémunération du travail effectué à mi-temps.

L'intuition de départ n'a pas suffi

En sept ans, depuis 1982, ce sont au total 14 684 personnes qui ont profité des deux dispositifs mis en place successivement sur un total de 38 700 bénéficiaires potentiels dont les entreprises, au nombre de 5 292, avaient signé un contrat avec les pouvoirs publics.

Un résultat ridicule. En comparaison, il faut savoir que le public visé par la mesure comprend 1 697 300 personnes, actifs âgés de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans en mars 1988, dont 1 160 100 occupent un emploi dans le secteur privé susceptible de signer un contrat de préretraite

progressive, 112 000 travaillant déjà de quinze à vingt-neuf heures par semaine.

Comme souvent, l'intuition de mise en œuvre de d'abord empêché le développement de la formule et les réajustements suivants n'ont rien amélioré. Créée en janvier 1982, la préretraite progressive a été modifiée en mars 1984.

Elle s'adresse aux salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans dont l'entreprise s'est engagée, par contrat signé avec l'Etat, à embaucher des chômeurs à leur place. Les préretraités travaillent alors à mi-temps et l'Etat prend à sa charge le montant du revenu de remplacement, égal à 30 % de l'ancien salaire.

Dans le cas de la préretraite à mi-temps, définie par le décret du 15 avril 1987, la possibilité est offerte dans le cadre d'une convention avec le Fonds national de l'emploi (FNE) mais concerne les salariés d'un mois cinquante-cinq ans et deux mois (exceptionnellement de cinquante-cinq ans) dont l'emploi est menacé par un licenciement économique et qui acceptent de poursuivre leur activité à mi-temps.

L'employeur verse une contribution équivalente à 1,5 % de la masse salariale pendant toute la période et l'UNEDIC supporte une contribution d'au moins 3,5 %. Quant au revenu de remplacement, il a été fixé à 30 % du salaire de référence, dans la limite du plafond de la sécurité sociale (environ 10 000 francs par mois) et à 25 % au-delà.

A. La.

TRANSPORTS

Nouvelle grève de mécaniciens à Air Inter

Une nouvelle grève des mécaniciens de maintenance d'Air Inter a été lancée par la CGT depuis jeudi 21 décembre et jusqu'au jeudi 4 janvier. Les grévistes demandent la qualification de technicien et une hausse de salaire de 1 200 francs par mois, ainsi qu'un accroissement des effectifs. Le mouvement n'affecte que 7,5 % des vacances, selon la direction. Celle-ci a accordé une prime de 500 F par mois au bout de deux ans d'ancienneté et un passage plus facile dans la catégorie des techniciens.

Elle avait cependant demandé au tribunal de grande instance d'Evry (Essonne) d'imposer le report de la grève. En effet depuis le début de l'année, le syndicat a organisé des arrêts de travail les week-ends et au moment de jours fériés (Toussaint, Noël, etc.) qui constituent des points de trafic. Le tribunal a rejeté la demande le 20 décembre. Il a estimé que dès lors que le préavis avait été déposé dans les délais « le principe de la grève était légalement inattaquable » et que la compagnie n'apportait pas « la preuve d'un trouble illicite » ; « le fait que la date choisie corresponde à une période de grande migration » ne suffisait pas à prouver la grève « illicite » ; seuls « des troubles illicites » au cours de la grève pourraient justifier une intervention du tribunal.

Conflit entre les trois plus importantes compagnies aériennes européennes et le Danemark. Les trois plus importantes compagnies aériennes européennes, Air France, British Airways et Lufthansa, refusent de payer à l'Etat danois la nouvelle taxe de 300 et 400 couronnes (environ 260 et 350 F) sur les vols à bas prix, estimant dans un communiqué que cet impôt spécial est une violation de l'esprit du traité de Rome et une atteinte au trafic aérien international. Elles ont demandé à leurs gouvernements respectifs de protester auprès du Danemark et comptent porter ce litige devant la Cour européenne de justice.

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 26 au 29 décembre

Le triomphe des places allemandes

Le froid pénétrant des brouillards hivernaux qui ont recouvert la moitié nord de la France ces derniers jours, a-t-il eu son effet sur le réajustement enregistré avant Noël sur Vieux ? En tout cas, contrairement à ce qui s'était produit l'an passé, la dernière semaine de l'année, réduite à quatre séances par les fêtes de la Nativité, n'a pas été très satisfaisante pour la Bourse de Paris.

Elle n'avait du reste pas très bien commencé avec le retour de l'effritement (-0,20 %) dès la réouverture mardi, après trois jours de chômage. La journée du lendemain fut, elle, très contrastée avec, initialement, un nouveau glissement des cours (-0,10 %), puis, dans l'après-midi, à l'approche de la clôture, un raffermissement pour le moins attendu (+0,41 %). Jeudi, sur sa lancée, le marché poursuivait son avance et forçait même le pas (+0,66 %). Mais il venait de jeter ses derniers feux. A la veille du week-end, la baisse fit sa réapparition en début de journée (-0,45 %). Ce qui n'empêcha pas les nouvelles générations de spéculer à la tradition.

Les festivités pour célébrer le fin de l'année furent somptueuses. Rarement autant de conditions furent réunies sous les verrières. Chapeaux pointus, faux nez, serpents au kilomètre, confettis par sacs de 50 kilos, langues de belle-mère, boules pantes et pétards : les boursiers avaient bien fait les choses. Et ces réjouissances commencent un moment fort avec le véritable assaut lancé par les jeunes « traders » sur le nouveau groupe installé sous l'ancienne passerelle de la corbeille d'attente. Le boursier s'agitait son compte et les lancements poudrés par les spéculateurs recommencent un long moment sous les lambris.

Le travail repart mais le cœur n'y était pas vraiment. La séance s'achève néanmoins sur un score légèrement positif avec le CAC-40 à 2001. Mais le bilan de la semaine fut maigre.

Ce retour à la morosité n'a, il est vrai, rien pour surprendre. Avec la chute du mur de Berlin, Paris a bien perdu son « aura ». Ce n'est rien de la dire : en prévision d'un développement de l'activité économique à l'Est et à l'Ouest, les places allemandes ont happé les capitaux en quête de placement et se sont littéralement emballées ces derniers jours. « Deutschland über l'Est », criait un ancien fondé de pouvoir avec une sorte de rictus amer. Ce déplacement des centres d'intérêt a indiscutablement mis à la Bourse de Paris. L'expression « vents contraires » s'applique fréquemment au parié. Et d'autres nouvelles brèves ont soufflé sur Vieux. Avec les tensions observées sur le front des taux liés aux turbulences spéculatives causées par un deutschemark « sauteur », des rumeurs insistantes se sont remises à circuler sur l'imminence d'un réajustement des parités dans le SME (système monétaire européen). « Ce sera pour le week-end du Jour de l'an », assure-t-on. Même si le rajustement promet de n'être pas très douloureux dans la mesure où les valeurs françaises ne sont pas surévaluées, tout ce mouvement n'est pas moins jérémiade à la suspicion sur les placements boursiers en France.

Les dernières nouvelles sur la situation économique aux Etats-Unis, arrivées récemment sous d'autre part apparues pour le moins confuses. Si les derniers chiffres pour novembre témoignent d'une lente reprise, les craintes portent maintenant sur décembre avec la paralysie causée à bas par la vague de froid.

De toute façon, pour les onze mois de 1989, le compteur est tombé. Juge de paix parité à l'impair, l'indice de la croissance de l'activité économique n'a pas pu se maintenir au-dessus de 0,3 % au cours de cette période (+ 3,2 % en 1988). Avec les prévisions plutôt sinistres de la Conférence Board américaine sur la croissance en 1990, les investisseurs ont, dans ces conditions, préféré, à la mesure des autriches, s'enfermer à la tête. La faiblesse de l'activité enregistrée ces derniers jours, avec une moyenne journalière de transactions de 1,5 milliard de francs sur le RM (réglement boursier), en témoigne. Les professionnels ne peuvent que constater la chute à-coup de la société de Bourse, Didier Philippe, donne le ton en lançant prévoir un essoufflement du marché à plus ou moins brève échéance, probablement après les fêtes de fin d'année. « A notre avis, dit-il, le regain d'intérêt pour les situations spéciales ne saurait être à lui seul suffisant pour que les indices battent leurs records d'une façon convaincante dans les semaines qui viennent. » Pour 1990, M. Régis Bouchet, président de la SBF, pronostique une baisse à-coup. Les prévisions de hausse pour l'année, elles varient selon les analystes, entre 1,5 % et 15,3 %, voire 20 %.

Deux événements sont à retenir cette semaine. D'abord la révision à la hausse faite par la direction de Roussel-Uclaf de la progression estimée des bénéfices du groupe pour 1989 : entre 35 % et 40 % au lieu de 20 %. Ensuite, la chute puis la stabilisation de l'or au palier de 400 dollars l'once. L'URSS aurait, dit-on, vendu d'importantes quantités de métal jaune pour se procurer les devises nécessaires afin d'acheter à l'étranger les denrées alimentaires que la Roumanie ne lui fournit plus. L'industrie agroalimentaire française, au moins, elle, a ses chances.

ANDRÉ DESSOT

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeur	Hauss.	Valeur	Baiss.
Arvens Demeure	+20,2	Electro Financ.	-7,9
Leclerc SA	+18,3	SCOM	-6,3
Compagnie	+9,5	Williams	-4,7
Gal. Lafayette	+8,4	Nord Est	-4,6
SEB	+8,3	SEFIM	-4,4
Concept	+8	De Dietrich Cie	-4,3
Radisson SAS	+7,3	Raffin. Deutsch	-4,2
Comp. Europ.	+6,4	Boussin (Ca)	-4,1
SCREG	+6,3	Burger SA	-4,1
A. Supramarché	+5,5	M.P. Sak.	-4,1
E. S. Dumas	+5,3	Crédit national	-4
Vie Impasse	+5	BAFIF	-3,8
CICA	+4,9	Isenal	-3,7
BDP	+4,7	Chargem SA	-3,6

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 22-23-24-25-26-27-28-29-30	Cours 28-29-30
Or fin (libre en barres)	77 800	78 300
Or fin (libre en lingots)	78 000	78 300
Or fin (libre en lingots 10 kg)	78 100	78 300
Or fin (libre en lingots 20 kg)	78 200	78 300
Or fin (libre en lingots 40 kg)	78 300	78 300
Or fin (libre en lingots 80 kg)	78 400	78 300
Or fin (libre en lingots 160 kg)	78 500	78 300
Or fin (libre en lingots 320 kg)	78 600	78 300
Or fin (libre en lingots 640 kg)	78 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 280 kg)	78 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 560 kg)	78 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 120 kg)	79 000	78 300
Or fin (libre en lingots 10 240 kg)	79 100	78 300
Or fin (libre en lingots 20 480 kg)	79 200	78 300
Or fin (libre en lingots 40 960 kg)	79 300	78 300
Or fin (libre en lingots 81 920 kg)	79 400	78 300
Or fin (libre en lingots 163 840 kg)	79 500	78 300
Or fin (libre en lingots 327 680 kg)	79 600	78 300
Or fin (libre en lingots 655 360 kg)	79 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 310 720 kg)	79 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 621 440 kg)	79 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 242 880 kg)	80 000	78 300
Or fin (libre en lingots 10 485 760 kg)	80 100	78 300
Or fin (libre en lingots 20 971 520 kg)	80 200	78 300
Or fin (libre en lingots 41 943 040 kg)	80 300	78 300
Or fin (libre en lingots 83 886 080 kg)	80 400	78 300
Or fin (libre en lingots 167 772 160 kg)	80 500	78 300
Or fin (libre en lingots 335 544 320 kg)	80 600	78 300
Or fin (libre en lingots 671 088 640 kg)	80 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 342 177 280 kg)	80 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 684 354 560 kg)	80 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 368 709 120 kg)	81 000	78 300
Or fin (libre en lingots 10 737 418 240 kg)	81 100	78 300
Or fin (libre en lingots 21 474 836 480 kg)	81 200	78 300
Or fin (libre en lingots 42 949 672 960 kg)	81 300	78 300
Or fin (libre en lingots 85 899 345 920 kg)	81 400	78 300
Or fin (libre en lingots 171 798 691 840 kg)	81 500	78 300
Or fin (libre en lingots 343 597 383 680 kg)	81 600	78 300
Or fin (libre en lingots 687 194 767 360 kg)	81 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 374 389 534 720 kg)	81 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 748 779 069 440 kg)	81 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 497 558 138 880 kg)	82 000	78 300
Or fin (libre en lingots 10 995 116 277 760 kg)	82 100	78 300
Or fin (libre en lingots 21 990 232 555 520 kg)	82 200	78 300
Or fin (libre en lingots 43 980 465 111 040 kg)	82 300	78 300
Or fin (libre en lingots 87 960 930 222 080 kg)	82 400	78 300
Or fin (libre en lingots 175 921 860 444 160 kg)	82 500	78 300
Or fin (libre en lingots 351 843 720 888 320 kg)	82 600	78 300
Or fin (libre en lingots 703 687 441 776 640 kg)	82 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 407 374 883 553 280 kg)	82 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 814 749 767 106 560 kg)	82 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 629 499 534 213 120 kg)	83 000	78 300
Or fin (libre en lingots 11 258 999 068 426 240 kg)	83 100	78 300
Or fin (libre en lingots 22 517 998 136 852 480 kg)	83 200	78 300
Or fin (libre en lingots 45 035 996 273 704 960 kg)	83 300	78 300
Or fin (libre en lingots 90 071 992 547 409 920 kg)	83 400	78 300
Or fin (libre en lingots 180 143 985 094 819 840 kg)	83 500	78 300
Or fin (libre en lingots 360 287 970 189 639 680 kg)	83 600	78 300
Or fin (libre en lingots 720 575 940 379 279 360 kg)	83 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 441 151 880 758 558 720 kg)	83 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 882 303 761 517 117 440 kg)	83 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 764 607 523 034 234 880 kg)	84 000	78 300
Or fin (libre en lingots 11 529 215 046 068 469 760 kg)	84 100	78 300
Or fin (libre en lingots 23 058 430 092 136 938 520 kg)	84 200	78 300
Or fin (libre en lingots 46 116 860 184 273 877 040 kg)	84 300	78 300
Or fin (libre en lingots 92 233 720 368 547 754 080 kg)	84 400	78 300
Or fin (libre en lingots 184 467 440 737 095 508 160 kg)	84 500	78 300
Or fin (libre en lingots 368 934 881 474 191 016 320 kg)	84 600	78 300
Or fin (libre en lingots 737 869 762 948 382 032 640 kg)	84 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 475 739 525 896 764 065 280 kg)	84 800	78 300
Or fin (libre en lingots 2 951 479 051 793 528 130 560 kg)	84 900	78 300
Or fin (libre en lingots 5 902 958 103 587 056 261 120 kg)	85 000	78 300
Or fin (libre en lingots 11 805 916 207 174 112 522 240 kg)	85 100	78 300
Or fin (libre en lingots 23 611 832 414 348 225 044 480 kg)	85 200	78 300
Or fin (libre en lingots 47 223 664 828 696 450 088 960 kg)	85 300	78 300
Or fin (libre en lingots 94 447 329 657 392 900 177 920 kg)	85 400	78 300
Or fin (libre en lingots 188 894 659 314 785 801 355 840 kg)	85 500	78 300
Or fin (libre en lingots 377 789 318 629 571 602 711 680 kg)	85 600	78 300
Or fin (libre en lingots 755 578 637 259 143 205 423 360 kg)	85 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 511 157 274 518 286 410 846 720 kg)	85 800	78 300
Or fin (libre en lingots 3 022 314 549 036 572 821 693 440 kg)	85 900	78 300
Or fin (libre en lingots 6 044 629 098 073 145 643 386 880 kg)	86 000	78 300
Or fin (libre en lingots 12 089 258 196 146 291 287 773 760 kg)	86 100	78 300
Or fin (libre en lingots 24 178 516 392 292 582 575 547 520 kg)	86 200	78 300
Or fin (libre en lingots 48 357 032 784 585 165 151 095 040 kg)	86 300	78 300
Or fin (libre en lingots 96 714 065 569 170 330 302 190 080 kg)	86 400	78 300
Or fin (libre en lingots 193 428 131 138 340 660 604 380 160 kg)	86 500	78 300
Or fin (libre en lingots 386 856 262 276 681 321 208 760 320 kg)	86 600	78 300
Or fin (libre en lingots 773 712 524 553 362 642 417 520 640 kg)	86 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 547 425 049 106 725 284 835 041 280 kg)	86 800	78 300
Or fin (libre en lingots 3 094 850 098 213 450 569 670 082 560 kg)	86 900	78 300
Or fin (libre en lingots 6 189 700 196 426 901 139 334 165 120 kg)	87 000	78 300
Or fin (libre en lingots 12 379 400 392 853 802 278 668 330 240 kg)	87 100	78 300
Or fin (libre en lingots 24 758 800 785 707 604 557 336 660 480 kg)	87 200	78 300
Or fin (libre en lingots 49 517 601 571 415 209 114 673 320 960 kg)	87 300	78 300
Or fin (libre en lingots 99 035 203 142 830 418 228 348 641 920 kg)	87 400	78 300
Or fin (libre en lingots 198 070 406 285 660 836 456 697 283 840 kg)	87 500	78 300
Or fin (libre en lingots 396 140 812 571 321 672 913 395 567 680 kg)	87 600	78 300
Or fin (libre en lingots 792 281 625 142 643 345 825 791 135 136 kg)	87 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 584 563 250 285 286 691 651 582 270 272 kg)	87 800	78 300
Or fin (libre en lingots 3 169 126 500 570 573 383 303 164 540 544 kg)	87 900	78 300
Or fin (libre en lingots 6 338 253 001 141 146 766 606 328 108 108 kg)	88 000	78 300
Or fin (libre en lingots 12 676 506 002 282 293 533 212 656 216 216 kg)	88 100	78 300
Or fin (libre en lingots 25 353 012 004 564 587 066 425 312 432 432 kg)	88 200	78 300
Or fin (libre en lingots 50 706 024 009 129 174 132 850 624 864 864 kg)	88 300	78 300
Or fin (libre en lingots 101 412 048 018 258 348 265 701 249 728 928 kg)	88 400	78 300
Or fin (libre en lingots 202 824 096 036 516 696 531 402 498 457 856 kg)	88 500	78 300
Or fin (libre en lingots 405 648 192 073 033 393 062 804 996 915 712 kg)	88 600	78 300
Or fin (libre en lingots 811 296 384 146 066 786 125 609 993 831 424 424 kg)	88 700	78 300
Or fin (libre en lingots 1 622 592 768 292 133 572 251 219 987 648 848 848 kg)	88 800	78 300
Or fin (libre en lingots 3 245 185 536 584 267 144 502 439 975 297 697 697 kg)	88 900	78 300
Or fin (libre en lingots 6 490 371 073 168 534 288 100 489 950 595 395 395 kg)	89 000	78 300
Or fin (libre en lingots 12 980 742 146 337 068 576 200 979 901 190 790 790 kg)	89 100	78 300
Or fin (libre en lingots 25 961 484 292 674 137 152 401 959 802 381 581 581 kg)	89 200	78 300
Or fin (libre en lingots 51 922 968 585 348 274 304 803 919 604 763 163 163 kg)	89 300	78 300
Or fin (libre en lingots 103 845 937 170 696 548 608 167 839 209 526 326 326 kg)	89 400	78 300

LES VALEURS

places

BORSES ÉTRANGÈRES

Le 31 décembre 1989, les Bourses étrangères ont été marquées par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des actions ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des obligations ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des matières premières ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des produits agricoles ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des produits industriels ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

Les cours des produits de consommation ont été marqués par une baisse générale, à l'exception de la Bourse de Tokyo qui a terminé en hausse.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une année record ?

De quelque façon qu'on l'observe, l'euro-marché apparaît dominé par la puissance des établissements financiers japonais. Cette impression s'est renforcée à mesure que s'achevait 1989. Vendredi 29 décembre, durant les dernières heures ouvrables de l'année, douze émissions internationales d'obligations ont vu le jour. Elles étaient toutes dirigées par des établissements nippons dont on connaît le souci permanent d'assurer ou d'améliorer leur position au palmarès annuel des banques les plus actives.

Même en faisant abstraction de telles opérations lancées au dernier moment, dont on est en droit de soupçonner qu'elles sont liées à l'attente du tableau d'honneur européen, la place occupée par la communauté financière japonaise, et tout particulièrement par les maisons de titres, est écrasante. C'est principalement à Nomura, Daiwa, Yamachi et Nikko que revient l'augmentation considérable du volume des nouvelles émissions euro-obligataires lancées en 1989. Ce volume atteint l'équivalent de 214 milliards de dollars des États-Unis contre environ 170 milliards l'année précédente, selon un classement effectué juste avant Noël, de façon très restrictive en ce qui concerne la définition d'une euro-obligation. Il s'agit bien d'un nouveau record annuel.

Ce classement montre que la devise des États-Unis est revenue en force. Elle aura servi en 1989 à libeller plus de 55 % des euro-obligations contre un peu moins de 40 % en 1988. Cependant l'essentiel des 118 milliards de nouveaux titres en dollars correspond à des obligations munies de bons de souscriptions (ou warrants), d'actions de sociétés japonaises. Sans ces transactions, le volume de l'euro-marché aurait diminué. Comme s'il voulait donner du prix à leur écrasante supériorité, les Japonais ont laissé entendre que ces émissions seraient à l'avenir étroitement liées à l'euro-marché pour être lancées à Tokyo. Ces opérations, étant très profitables, plusieurs eurobanques non japonaises ont frémé devant cette menace, ne voyant guère ailleurs source d'émulation aussi grande.

Seconde monnaie en importance, la livre sterling représente plus de 9 % du volume, et l'équivalent de 20 milliards de dollars en 1989 contre 21,7 milliards en 1988.

A distance, mais toujours en bonne place, le deutschemark suit,

comptant pour quelque 16,6 milliards de dollars ou environ 7,7 % du total. On est loin des 24 milliards (soit 14 %) de l'année précédente. La monnaie du niveau de l'intérêt est certainement en grande partie responsable de cette régression. Le développement du marché des swaps l'est aussi car il a rendu possible un grand nombre d'opérations de contournement, permettant aux débiteurs de se procurer les marks qu'ils recherchaient grâce à des contrats d'échange.

La contraction du volume des euro-emprunts en marks tient également à une réforme de la fiscalité. Depuis six mois, les placements en marks ne sont plus grevés d'aucune retenue à la source. L'insatiable d'un précompte mobilier de 10 % sur les intérêts des obligations émises sur le marché national allemand avait auparavant non seulement renchéri le service de la dette du gouvernement de Bonn mais aussi celui des banques du pays. Les établissements financiers

ont été nombreux à réagir en puisant les ressources dont ils avaient besoin ou à elles étaient le moins cher, c'est-à-dire dans la partie privilégiée du marché obligataire allemand, celle réservée aux débiteurs étrangers.

Les titres en marks d'emprunteurs étrangers n'avaient pas été affectés par l'introduction, au début de 1988, d'un impôt à la source. Cette catégorie d'emprunts représente en fait le complément des euro-obligations en marks. Pour qu'une transaction d'un débiteur allemand y soit admise, il suffit bien souvent de l'émettre par le truchement d'un véhicule étranger. C'est ainsi que des sociétés antillaises, néerlandaises ou luxembourgeoises se sont substituées à leurs maisons mères, des banques d'Allemagne, à qui visiblement étaient destinés les fonds et sous le couvert desquelles se monnaie les opérations. Nul ne s'en cachait. Mais cette franchise pouvait apparaître comme une provocation.

L'euro-marché à l'abri des critiques

Jusqu'au milieu de l'année, on a assisté à une évolution tout à fait singulière qui, certes, renforçait l'activité primaire sur le marché euro-obligataire mais qui, dans le même temps, en montrait l'aspect artificiel. À l'intérieur de la Communauté, les efforts se multipliaient alors pour parvenir à une harmonisation de la fiscalité. Plusieurs pays entendaient assujettir à un même impôt à la source tous les revenus des placements effectués sur les marchés nationaux en Europe. Il n'était guère soutenable que le compartiment du mark profite à outrance de mesures fiscales.

En supprimant, à compter du 1^{er} juillet 1989, le précompte sur les intérêts que rapportent les obligations allemandes, le nouveau ministre des finances de RFA, M. Theodor Waigel, a déjà bien des critiques de ceux qui reprochent à l'euro-marché de favoriser la fraude fiscale. Sa décision devait également repousser aux calendes grecques certains projets communautaires à ce sujet. Si l'Allemagne est encore en mesure de s'imposer comme un des centres du marché international des capitaux, c'est vraisemblablement à ce ministre que la capitale financière de la RFA le doit. Mais une des conséquences de ce changement fiscal a été une sensible diminution, ces six derniers mois, du nombre des emprunteurs allemands en euro-marks, ce qui rend bannale la comparaison avec l'année précédente.

En quatrième place vient le yen, pour l'équivalent de 14,5 milliards de dollars contre 15,3 en 1988. Suit le dollar canadien (12,4 milliards de dollars des États-Unis contre 12,7), l'ECU (12 milliards de dollars contre 11,2) et le dollar australien (6,6 milliards de dollars des États-Unis contre 7,9).

Quant au franc français, il se situe au huitième rang, avec l'équivalent de 4,3 milliards de dollars contre 2,5, une position encore modeste qui correspond à 2,1 % de l'ensemble des euro-obligations émises en 1989. Mais le développement du compartiment du franc est prometteur. La palette des débiteurs qui s'y sont adressés, ces derniers mois, s'est nettement élargie et ce marché ne cesse de donner de nouveaux signes de maturité. Les eurobanques qui y sont les plus actives se félicitent de l'harmonie qui y règne et de la façon dont les autorités ont contribué à son épanouissement. Le fait est assez rare pour qu'on le souligne.

Profiteurs de cette année nouvelle la plus grande entente s'est établie entre tous les participants de l'euro-marché. Cela devrait être un souhait certainement plus facile à réaliser que celui d'un retour général à la rentabilité, à une situation où la rémunération des eurobanques serait en toute occasion à la hauteur des risques qu'elles courent.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le deutschemark finit l'année en force

Décidément, en cette fin d'année, le mark était trop fort pour le dollar, la livre sterling et ainsi les monnaies européennes, dont les plus faibles, comme la lire italienne, n'arrivent plus à suivre, se qui crée des tensions au sein du système monétaire européen (SME). On a noté, cette semaine, une véritable ruée sur les placements en marks, ce qui a fait bondir les cours sur les Bourses allemandes, où les acheteurs étrangers, notamment japonais, se sont pressés. Le résultat a été qu'au plus bas de la semaine, le dollar est tombé à 1,4750 DM et 5,73 francs, records de l'année, pour remonter un peu vendredi 29 décembre : les opérateurs, qui vendent du « billet vert » depuis six semaines, le plus souvent à découvert, ont jugé bon de couvrir leurs positions, c'est-à-dire de racheter un peu, à la veille d'un chômage de trois jours. Mais ce n'est que partie remise, estiment les milieux financiers internationaux, pour qui la glissade du dollar pourrait se poursuivre en janvier.

Notons, à ce sujet, que le nouveau gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, en fonction depuis maintenant quinze

jours, a obtenu de son gouvernement, et notamment d'un ministre des finances réticent, le relèvement d'un demi-point du taux d'escompte officiel, porté à 4,25 %. C'est le troisième relèvement en sept mois, le premier ayant eu lieu en mai (trois quarts de point) et le deuxième en octobre (un demi-point), à partir de 2,50 %, plus bas niveau historique. Pour la Banque du Japon, il s'agit, entre autres, de freiner la baisse du yen, qui accompagne le dollar dans son glissement. Une telle baisse renchérit le coût des importations, matières premières industrielles et denrées alimentaires, et risque donc de relancer un peu l'inflation. Mais, tant que les taux d'intérêt japonais resteront inférieurs aux taux américains et allemands, il est vain de compter sur un raffermissement véritable de la monnaie nipponne.

La tension au sein du système monétaire européen a obligé certaines banques centrales à défendre leur devise en maniant l'arme des taux. Aux Pays-Bas, le taux directeur a été porté de 8,10 % à 8,30 %. En Belgique, il est passé à 10,25 %, et, en Italie, le taux de

pension sur bon du Trésor a été relevé de 13,66 % à 13,80 %.

Dans la péninsule, la presse économique évoque, ouvertement, la possibilité d'une prochaine dévaluation de la lire au sein du SME, après une journée de jeudi très agitée sur le marché des changes de Milan, où le mark a battu tous ses records, à 750 lire. Les mauvais résultats de la balance commerciale (un déficit de l'équivalent de 79 milliards de francs sur onze mois) et une inflation supérieure à la moyenne de l'Europe continentale sont en train de miner la lire. On rappelle qu'au début de 1990 l'Italie pourrait demander que sa monnaie soit admise à flotter dans une bande plus réduite (2,25 % de part et d'autre d'un cours-pivot, au lieu de 6 % actuellement) et qu'à cette occasion, un « réajustement » puisse être effectué.

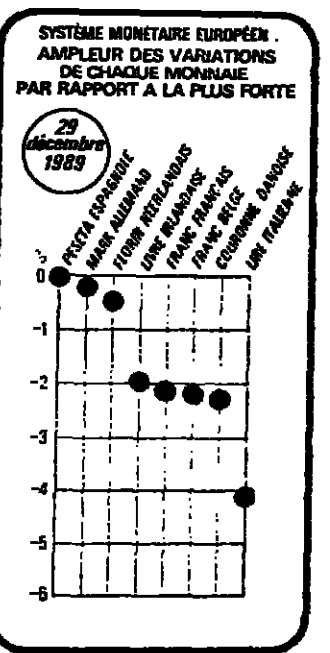
FRANÇOIS REMARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 29 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc néerlandais	Lire italienne
New-York	1,6118	-	17,2771	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Paris	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Bruxelles	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Zurich	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Frankfurt	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Bonn	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Amsterdam	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Milan	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774
Tokyo	5,7245	5,7800	17,1579	64,9985	20,6467	2,0950	51,2813	8,9774

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 29 décembre, 4,0222 F contre 4,0847 F le vendredi 22 décembre.



MATIÈRES PREMIÈRES

La fièvre retombe sur le caoutchouc

Après la frénésie de l'année 1988, la fièvre est retombée cette année sur le marché du caoutchouc naturel, dernière matière première dans le monde à disposer d'un accord international capable de stabiliser les prix. À Singapour, les cours de la qualité supérieure (RSS 1) ont perdu plus de 22 % pour terminer à 159 cents (1 dollar US = 1,8900 dollar Singapour) le kilo sur février. De son côté la moyenne mobile (sur cinq jours) des prix indicatifs, publiés quotidiennement par l'Organisation internationale du caoutchouc (INRO), qui ressort à 184,49 cents Malaisie/Singapour, est ainsi passée sous la barre des 185 cents qui autorise mais ne déclenche pas automatiquement les premiers achats d'intervention du stock régulateur.

Lors de la flambée de la gomme naturelle en 1987-1988, un sommet

depuis vingt-cinq ans avait été atteint en mai 1988, le directeur du stock régulateur du caoutchouc, l'Américain Aldo Hofmeister, avait procédé à une série de ventes successives pour atténuer la hausse des prix et leur faire réintégrer la fourchette fixée par l'accord international. Ces interventions ont complètement vidé le stock tampon et, en mai dernier, Aldo Hofmeister annonçait qu'il avait vendu toutes ses réserves, soit 370 000 tonnes depuis septembre 1987.

Les interventions à la vente du stock régulateur ont été d'autant plus efficaces que le boom du latex lié à l'« effet sida » est retombé. La consommation de gants chirurgicaux et de préservatifs a tendance à diminuer. Une paire de gants qui coûtait 30 cents malaisiens (1 dollar US = 2,6970 ringgits malaisiens) il y a un an n'en vaut plus que quatre aujourd'hui. De plus, les contrôles de qualité draconiens aux frontières américaines et européennes ont refoulé une part importante de produits en provenance d'Extrême-Orient, notamment de Corée du Sud. Résultat, les producteurs de caoutchouc se sont retrouvés avec des stocks importants et les centrifugeuses à latex, qui avaient fleuri dans les arrière-cours de Kuala Lumpur, se sont retrouvées à la casse. La déprime du latex s'est propagée à l'ensemble du secteur du caoutchouc qui, lui, commence à s'inquiéter des signes d'essoufflement de l'industrie automobile aux États-Unis. Par ailleurs, les cours très élevés de la période 1987-1988 ont provoqué un phénomène de substitution vers la gomme synthétique.

Cet ensemble de facteurs n'a d'ailleurs pas échappé aux boursiers. Au Kuala Lumpur Stock

Exchange, les valeurs de plantations ont baissé au moyenne de 5 % cette année alors que l'indice composite de la Bourse affiche un gain de 51 %. Le recul des cours du caoutchouc a également alerté les autorités de Malaisie, premier producteur mondial. Le docteur Lim Keng Yaik, ministre malaisien des industries primaires, qui a toujours refusé d'adhérer à l'accord international du cacao craint par-dessus tout que le caoutchouc preme le même chemin que cette dernière tropique dont le marché est caractérisé par des excédents pléthoriques et un stock régulateur paralysé. La Malaisie regrette par ailleurs que la Thaïlande et l'Indonésie continuent à saigner leurs hêtres à un rythme soutenu alors qu'elle cherche par tous les moyens à freiner sa production.

La Malaisie a produit le volume record de 1,66 million de tonnes en 1988. Le précédent record (1,61 million de tonnes) datait de 1976. Au cours des six premiers mois de 1989, sa production a représenté 876 000 tonnes (-11 % par rapport au premier semestre 1988), mais ses stocks ont augmenté de 45 % pour atteindre 234 000 tonnes soit l'équivalent de 4,5 % de la consommation mondiale.

En cette fin d'année, les opérateurs restent toutefois relativement confiants. La consommation mondiale devrait encore dépasser l'offre. Un typhon qui touche actuellement les plantations du sud de la Thaïlande et la mousson en Malaisie pourraient encore diminuer l'offre. C'est sans doute l'avis d'Aldo Hofmeister qui estime que des achats d'intervention dans le cadre de l'accord international sont encore prématurés.

ROBERT RÉGIER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tension générale

L'année 1989 ne s'est pas très bien terminée sur les marchés financiers, où une tension générale des taux s'est produite, la hausse des rendements déprimant les cours des obligations précédemment émises, suivant la règle bien connue que, sur un marché donné, à un instant donné et sur une échéance donnée, il se peut y avoir qu'un taux et un seul.

Sans doute est-il traditionnel qu'à l'approche de la clôture des bilans un resserrement des liquidités soit constaté, en raison des besoins des établissements pour ajuster leurs comptes et balances. Mais, surtout, des circonstances exceptionnelles ont fait qu'un resserrement en question s'ajoutait des problèmes spécifiques à chaque pays.

Ainsi, aux États-Unis, la vague de froid qui a déferlé sur le pays a fait monter le prix de certaines des premières, notamment les produits alimentaires, et révélaient un peu la crainte d'une accélération de l'inflation. Du coup, les rendements des emprunts du Trésor s'élevaient, le 29 décembre, à près de 8 %. En même temps, le loyer de l'argent au jour le jour - les Federal Funds - bondissait de 8 1/4 à 9 1/2 % à plus de 9 1/2 % pour les derniers jours de l'année, toujours un peu critiques.

En Allemagne, l'annonce d'une augmentation de 0,4 % de l'indice des prix de détail pour le mois de décembre révélaient également les craintes d'un retour de l'inflation et d'un nouveau durcissement de la politique de la Banque fédérale. Le taux de l'argent au jour le jour bondissait à 8,50 % et celui des emprunts d'État à dix ans se retrouvait à 7,30 % après un fléchissement ces derniers jours. L'indice de décembre a beau être donné à titre provisoire, avant application de la grille révisée des produits entrant dans sa composition - révision qui avait ramené à 0,1 % son augmentation pour novembre - l'effet a été radical.

En France, tous ces éléments ont profondément déprimé les opérateurs et le MATIF, où le cours de l'échéance mars, déjà revenu la semaine dernière de 105,70 à 104,90, a encore chuté d'un point, à 103,80. Par ailleurs, la grande vigueur du mark, dont le cours à Paris a pratiquement retrouvé son niveau historique de 3,4190 F, à un confinement de son

cours plafond au sein du système monétaire européen, malgré le relèvement d'un demi-point du taux directeur de la Banque de France, la semaine dernière, fait craindre un nouveau relèvement au début de l'année prochaine.

La tension du loyer de l'argent au jour le jour, qui a dépassé 11 %, illustre cette crainte. La Banque de France a en beau injecter 5,9 milliards de francs de liquidités jeudi, et 22,4 milliards de francs vendredi, au moyen de pensions à sept-dix jours au taux de 10 3/4 %, rien n'y a fait. Certes, comme ailleurs, les disponibilités se faisaient rares en fin d'année, mais le maintien de la tension signifie bien que les opérateurs redoutent une nouvelle escalade à la hausse, pour défendre le franc.

Une adjudication fort onéreuse

Sur le marché des obligations, une tension a également été notée, le rendement de l'OAT 8 1/8 % 1999, l'emprunt phare du Trésor, s'élevait de 7,87 à 8 %, la semaine dernière, à 9,5 % sur dix ans. Dans ces conditions, après la trêve des confiseurs pour la dernière semaine de l'année, l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor - qui aura lieu jeudi prochain - risque d'être fort onéreuse pour l'État, qui devra payer le prix du marché. A cette occasion, le Trésor a rendu public son programme d'émissions de l'année 1990, avec un montant compris entre 90 et 110 milliards de francs, en nette augmentation sur l'année 1989, dont le programme n'était que de 80 à 100 milliards de francs.

Pour l'année écoulée, l'objectif a été atteint puisque le Trésor a émis pour 98,76 milliards de francs en net et 130,24 milliards de francs en brut, avant déduction de 31,48 milliards de francs au titre des souscriptions pour fourniture d'obligations renouvelables du Trésor, façon élégante de faire disparaître progressivement cette « bosse » d'emprunts émis en 1983 et 1984, avec remboursements, et paiement global des charges des exercices 1989 et 1990. Une nouvelle ligne à taux fixe d'échéance à dix ans sera créée, ainsi qu'une nouvelle OAT en écus à dix ans, les émissions en écus devant représenter

entre 10 % et 15 % du programme global.

Notons, également, que le Trésor pourrait, l'année prochaine, émettre un emprunt directement placé dans le public à travers les réseaux des banques, sans passer par l'adjudication. Cette procédure, abandonnée ces dernières années pour éviter d'avoir à payer des commissions de placement et pour obtenir, en théorie, mais en théorie seulement, de meilleures conditions, avait pour avantage d'établir des liens avec un public de particuliers fidèles et moins regardants sur les conditions, notamment les rendements. Elle avait été utilisée pour la dernière fois en janvier 1988 à l'occasion du remboursement de l'emprunt 7 % 1973, dont le Trésor espérait récupérer une partie.

Signalons enfin une initiative intéressante du Trésor, qui a demandé à la Banque de France de prendre en charge la publication quotidienne des taux de référence sur les bons du Trésor. Ces bons se traitent tous les jours de gré à gré, sans cotation officielle, par téléphone, pour un montant de 10 milliards de francs. Cette absence de cotation gêne les investisseurs, comme les gérants d'OPCVM (SICAV et FICP) qui souhaitent disposer de taux de référence pour évaluer leurs portefeuilles, surtout les SICAV monétaires. Elle gêne également les établissements de crédit, qui devront, comme les OPCVM, procéder à la revalorisation de leurs actifs en bons du Trésor. Enfin, les détenteurs non résidents, les banques étrangères, les investisseurs étrangers, les détenteurs de bons du Trésor français, produit de plus en plus demandé.

D'où cette publication quotidienne de taux de référence, établie par la salle des marchés « francs » de la Banque de France à partir d'un relevé effectué entre 15 h 30 et 16 heures, auprès des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) sur une quinzaine d'échéances et une soixantaine de lignes de bons. Les taux ne constitueront en aucune façon une cotation ni un « fixing » mais, simplement, une « référence » qui devient bien indispensable.

F. R.

PRODUITS	COURS DU 29-12
Café b. g. (London) Trois mois	1 514 (+ 9) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 630 (+ 7) Livres/tonne
Nickel (London) Trois mois	8 800 (- 325) Dollars/tonne
Soie (Hankow) Mars	2 160 (- 35) Francs/tonne
Café (London) Janvier	633 (- 30) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	925 (+ 22) Cents/tonne
Soie (Hankow) Mars	499,2 (- 2,55) Cents/tonne
Soie (Hankow) Mars	239,6 (- 1,1) Cents/tonne
Soie (Hankow) Mars	181,6 (- 2,50) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

A la fin de janvier

Sixième voyage du pape en Afrique

Jean-Paul II a prévu de lancer un appel en faveur du Sahel au cours de son sixième voyage en Afrique, qui le conduira, du 25 janvier au 1^{er} février, dans cinq pays : Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mali, Burkina et Tchad, où il sera reçu par chacun des chefs d'Etat des pays visités.

An Cap-Vert, le pape se rendra, entre les 25 et 27 janvier, dans les îles de Sal, de Santiago et de São Vicente. En Guinée-Bissau, il rencontrera notamment, le 28 janvier, les députés de Camara. Au Mali, dans l'après-midi du même jour, une rencontre sera organisée avec une délégation musulmane et des jeunes au palais de la culture de Bamako. Les 29 et 30 janvier, le souverain pontife sera au Burkina et c'est depuis Ouagadougou, la capitale, qu'il a l'intention de lancer un appel en faveur du Sahel, au

palais du Conseil économique de l'Afrique de l'Ouest. Au Tchad, Jean-Paul II séjournera les 31 janvier et 1^{er} février. Des rencontres avec le clergé et les chefs religieux musulmans sont prévues à Moussoul, Sarh et à N'Djamena.

Les vœux du président de la République. — M. François Mitterrand présentera ses vœux aux Français, dimanche 31 décembre, à 20 heures. Comme chaque année, ceux-ci seront radiodiffusés. Les cérémonies traditionnelles de vœux au palais de l'Élysée commenceront le mercredi 3 janvier. Elles seront ouvertes par la présentation des vœux du gouvernement, juste avant la réunion du conseil des ministres. Elles se termineront le vendredi 5 janvier.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a trente ans, la mort d'Albert Camus 2

ETRANGER

La révolution roumaine 3, 5 et 6

POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel valide la loi de finances pour 1990 ... 8

Livres politiques « Les Cathares pour mémoire », par André Laurens 8

SOCIÉTÉ

Deux policiers tués à Nîmes
Alors qu'ils avaient pris en chasse un véhicule conduit par un évadé de la prison de Mende (Lozère), deux policiers ont été abattus par le malfaiteur. Ce dernier a été tué à son tour par un collègue des deux victimes. ... 9

La tuerie de Castelviel
Ludovic Audouert, vingt-sept ans, a été inculpé de perpétration et d'homocides volontaires après la tuerie de Castelviel (Gironde) le 20 décembre. ... 9

Poupon sauvé mais hors course
Dans la Course autour du monde en solitaire sans escale, le navigateur Philippe Poupon a pu redresser son

bateau avec l'aide de Loïck Peyron mais il devrait être mis hors course 9

CULTURE

La mode au Musée
A Paris comme à New-York, les créations de la dernière décennie se retrouvent désormais dans les vitrines des musées. Inégalement ? 10

ECONOMIE

Les augmentations du 1^{er} janvier 13

La préretraite progressive
Une bonne idée qui ne marche pas 14

Crédits, marchés, changes
Une année record. Le DM finit l'année en force. Tension générale sur le marché monétaire et obligataire. La fièvre tombe sur le caoutchouc 15

Services

Abonnements 2
Bulletin d'enseignement 8
Carnet 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Spectacles 11
Télévision 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 30 décembre 1989 a été tiré à 546 519 exemplaires

Mise en cause dans une affaire de réhabilitation de logements

Une conseillère municipale RPR de Grenoble démissionne et demande à être inculpée

Mise en cause dans une affaire de marché portant sur la réhabilitation de 198 logements, M^{me} Christiane d'Ornano, conseillère municipale de Grenoble et présidente de la commission d'appel d'offres de l'organisme HLM de la ville, a démissionné de ses mandats et a demandé à être inculpée afin d'avoir accès au dossier et d'apporter la preuve de sa bonne foi. Cette démission a été annoncée vendredi par M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, qui a fait remettre, sur cette affaire très complexe, un très volumineux dossier à la presse.

LYON

de notre bureau régional

Exister la rumeur dans l'air en l'espérance, telle est l'explication avancée par M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, à l'appui de sa décision de révoquer, au cours d'une conférence de presse tenue vendredi 29 décembre, des « faits sérieux » concernant l'Office public d'aménagement logement espace (OPALE), organisme HLM de la ville, dont le directeur, M. Louis Vallon, a été interrogé, courant décembre, par la brigade financière de la police judiciaire.

Agissant sur commission rogatoire délivrée par M. Régis Vassalbrock, juge d'instruction chargé de l'affaire du groupe SDE — dont l'ancien PDG, M. Vincent Rivier, est inculpé de présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, escroquerie et faux en écriture privée (le Monde du 24 octobre) —, le juge d'instruction a chargé de réhabiliter la cité Moyrand, ensemble de 198 logements construits au sud de Grenoble au début des années 50, occupés essentiellement par des personnes âgées. Le bureau d'études Gitec ayant été retenu pour la maîtrise d'œuvre, la conception et l'organisation des travaux, l'exécution de ces derniers a été confiée à la société SDE-Travaux. Cette entreprise générale de bâtiment ne possède, selon la municipalité, aucun lien avec son homonyme avec le groupe fondé par M. Rivier.

Une première tranche de travaux, concernant 98 logements, a été menée à son terme dans les délais prévus, pour 18 millions de francs, dont 2 millions revenant au Gitec. Aujourd'hui, les enquêteurs s'interrogent, entre autres, sur l'absence d'appel d'offres et l'éventualité de la réalisation d'un seul et même travail par les deux entreprises contractantes.

EN BREF

Le Grand Hôtel du cap Ferrat racheté par le groupe japonais Sekitai. — Le Grand Hôtel du cap Ferrat, sur la Côte d'Azur, a été racheté par le groupe hôtelier japonais Sekitai, pour un montant qui n'a pas été révélé mais pourrait être de l'ordre de 200 millions de francs. Les nouveaux propriétaires ont l'intention d'investir des sommes importantes pour améliorer le confort des cinquante-neuf chambres. Sekitai a déjà racheté cette année l'hôtel Bel-Air à Los Angeles, sur la côte californienne.

Palès et Philippe Hotzmann vont lancer une OPA sur Nord-France. — La société française Palès et le groupe allemand de bâtiment et travaux publics Philipp Hotzmann, vont lancer conjointement, début janvier, une OPA sur la société Nord-France, a annoncé, jeudi 22 décembre, le PDG M. Michel Palès. En vertu de la nouvelle réglementation boursière, la SEF a obligé les deux groupes, qui détiennent ensemble 56 % du capital de Nord-France et sont liés par un « pacte majoritaire », à lancer une OPA sur le reste des actions. Le groupe Palès (7,4 milliards de francs de chiffre d'affaires prévus en 1989) est présent non seulement dans la promotion immobilière, le bâtiment et les travaux publics, mais aussi le courtage d'assurance, la finance et la communication.

Le dossier a été transmis à la chambre d'accusation de la Cour de cassation en raison de la mise en cause d'une éme. M^{me} Christiane d'Ornano, conseillère municipale déléguée aux travaux et présidente de la commission d'appel d'offres de l'OPALE. Affirmant la « sérénité de la municipalité », M. Carignon se déclare prêt à « fournir tous les éléments qui contribueraient à éclaircir ce dossier ». Il s'y est employé dès vendredi, en fournissant à la presse un volumineux dossier, ne réunissant pas moins de trois kilos de documents relatifs, notamment, à la « réalité d'intervention du Gitec », aux « rôles respectifs de l'entreprise générale SDE et du Gitec » et au « bien-fondé du choix du Gitec ».

Les difficultés de l'Office HLM

La signature d'un marché de gré à gré était, selon M^{me} d'Ornano, régulière, le recours à l'appel d'offres n'étant pas obligatoire lorsque, comme c'était le cas, il y a urgence et emploi de techniques particulières. En effet, le Gitec a été choisi pour une méthode de travail permettant de réhabiliter chaque appartement en quatre jours au plus, et sans déplacer les locataires. Toutefois, pour avoir accès au dossier, M^{me} d'Ornano a demandé son inculpation, et démissionné pour cela de ses mandats. Elle sera remplacée par un autre adjoint, M. Robert Filippi.

M^{me} Marie-Thérèse Phion, présidente de l'OPALE à l'époque considérée, a également démissionné de ses fonctions municipales par solidarité.

Cette affaire intervient alors que des difficultés communes de longue date par l'Office HLM de Grenoble (son déficit cumulé s'établit autour de 40 millions de francs) entraînent une importante réorganisation de l'OPALE. Son directeur est mis à la retraite anticipée à compter du 1^{er} janvier 1990, tandis que M. Carignon a demandé la mise à sa disposition de « deux personnalités expérimentées pour veiller et organiser le redressement de cet office HLM dans les conditions les plus rigoureuses possibles de transparence et d'efficacité ». Il s'agit de M. Yans, directeur général de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de la Savoie, qui assurera la direction générale de l'OPALE par intérim, et de M. Pierre Lallier, directeur général de l'OPAC des Vosges et président national de l'Association des directeurs d'offices HLM.

Toujours à la demande de M. Carignon, désirant « garantir une totale transparence sur la gestion passée et une complète rigueur pour l'avenir », M. Paul Guérin, magistrat honoraire, ancien président du tribunal administratif de Grenoble, a accepté de se porter candidat au conseil d'administration de l'OPALE et d'être proposé à sa présidence.

ELISABETH DEVAL

Le PS dans les Bouches-du-Rhône

M. Philippe Sanmarco retourne au courant mitterrandiste

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Philippe Sanmarco, député (PS) des Bouches-du-Rhône et ses amis, parmi lesquels deux députés, MM. Marius Mèze et Henri D'Arlio ainsi que M. Jean Bonat, vice-président du conseil général, ont décidé de quitter le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement auquel ils avaient adhéré en bloc, en mars 1987, pour rejoindre la « famille mitterrandiste ». Leur choix en faveur d'une des sensibilités du courant majoritaire du PS n'est cependant pas encore très bien qu'il se penchent, plutôt, pour des raisons tactiques, vers M. Louis Mermaz.

Le revirement de M. Sanmarco, qui ne se sent plus « à l'aise » dans le courant Chevènement, dominé, selon lui, par des idées « nationalistes », est lié au nouveau rapport de forces qui s'est dégagé dans la fédération après la « moralisation » de la prise des cartes pour l'exercice 1989 (le Monde du 26 décembre). Les fédérations et les jospinistes sont

en position dominante, mais aucune de ces deux sensibilités ne peut apparemment disposer, seule, de la majorité. De son côté, le courant Socialisme et République est crédité de 14 % à 16 % des mandats fédéraux ce qui lui permet de jouer un rôle d'arbitre en revenant massivement dans le giron mitterrandiste. Apporter leurs suffrages à M. Mermaz présenterait pour eux l'avantage de préserver leur identité puisque la contribution du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ne recenserait, selon les pourcentages que de 2 % à 3 % des mandats.

S'ils hésitent, c'est qu'ils ne sont pas absolument certains que M. Mermaz — en dépit des assurances données par celui-ci — ira jusqu'au bout de sa démarche. Ils craignent, surtout, une synergie partielle des contributions mitterrandistes — M. Fabius persistant, seul, dans sa volonté de se « compter » — qui les conduirait, malgré eux, à se fondre dans une majorité dominée par les amis de M. Jospin.

GUY PORTE

Mort

de Hermann Oberth pionnier de la conquête spatiale

Le scientifique allemand Hermann Oberth, l'un des principaux pionniers de la conquête spatiale, est mort, jeudi 28 décembre, à Nuremberg, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

Né en 1874 à Sibin, en Roumanie, Hermann Oberth, après des études de médecine, opta pour la physique et se spécialisa dans les moteurs-fusées. Dès 1917, il proposa au ministre de la guerre allemand un missile de bombardement à propulseur liquide. Mais il devint vraiment célèbre dans les milieux scientifiques avec la publication de deux ouvrages : la Fusée dans les espaces interplanétaires (1923), et le Voyage spatial (1929).

En 1929, il procéda à des essais de moteurs à propulseur liquide, une technique alors très nouvelle sur laquelle travaillaient la Soviétique Constantin Tsiolkovski et, surtout, l'Américain Robert Goddard. En 1938, il est invité à l'Institut technologique de Vienne pour mettre au point des fusées militaires et, à partir de 1941, il est ingénieur-conseil au centre de recherches militaire allemand de Peenemünde, où l'équipe de Werner von Braun, qui fut l'un de ses élèves, mettait au point les fameux V2, tirés en grand nombre sur l'Angleterre à la fin de la seconde guerre mondiale, et qui sont considérés comme les précurseurs de toutes les fusées (et missiles) modernes.

Après la guerre, Hermann Oberth poursuit des études personnelles en Bavière, puis, de 1950 à 1953, travaille à la mise au point de missiles pour la marine italienne. Il mènera aussi des recherches pour le perfectionnement des moteurs-fusée aux Etats-Unis, puis en RFA.

CEP Communication réorganise sa presse professionnelle

Le groupe CEP Communication va procéder à une réorganisation de son secteur de presse professionnelle. A l'étranger, un holding international, HCI, regroupera toutes ses participations. En France, le groupe Tests, qui éditait déjà six titres de presse informatique (dont 01, l'Ordinateur individuel, Décision informatique), sera dorénavant également le pôle du groupe en presse électronique et de télécommunications, avec huit nouvelles publications rattachées (dont Electronique actualités, Electronique Hebdo, Télécoms Magazine). Ces titres étaient auparavant édités par une autre branche de la CEP. Nommée PDG de Tests, M^{me} Anne-Marie Finkelstein sera ainsi à la tête du premier groupe français du secteur, avec un chiffre d'affaires de 500 millions de francs et 300 salariés pour 14 titres.

Vivre en Tsar est un art.



SPECIAL FETES

ABONNEZ UN AMI AU « MONDE » ET PRESENTEZ-LUI VOS VŒUX PAR TELEPHONE

Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

PROFITEZ DE NOTRE OFFRE EXCEPTIONNELLE

3 MOIS : 292F au lieu de 370F
prix de vente au numéro

6 MOIS : 576F au lieu de 740F
prix de vente au numéro

LE MONDE sur minitel
3617 tapez ALLOLM

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.